



Rapport Financier Annuel 2012

Sommaire

- Rapport de gestion
- Comptes annuels
 - Compte de résultat
 - Bilan
 - Annexe
 - Filiales et Participations
- Comptes consolidés
 - Compte de résultat consolidé
 - Etat de situation financière consolidée
 - Tableau de flux de trésorerie consolidé
 - Variation des capitaux propres consolidés
 - Annexe
- Rapport des commissaires aux comptes sur :
 - les comptes annuels,
 - les comptes consolidés
 - les conventions réglementées
- Attestation du rapport financier annuel



RAPPORT DE GESTION 2012

Plan du rapport

Explosifs et Produits Chimiques – Comptes Sociaux	3
Comptes Consolidés	3
Situation Financière et Risques	4
Marge brute d'autofinancement	4
Dépenses d'investissement	4
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	5
Financement	5
Trésorerie	6
Information sur les délais de paiement	6
Risques	7
Faits marquants en 2012	7
Poursuite des simplifications juridiques	7
EVOLUTION dans le litige DGC	7
EVOLUTION dans le dossier STIPS TI	8
Signature d'un nouveau contrat en Guinée	8
Signature de deux contrats importants dans le domaine des Travaux Publics	8
Evolution de l'activité par zone géographique	10
Zone 1 – Europe du Sud	10
Zone 2 - Europe du Nord – Europe de l'Est	10
Zone 3 -Afrique Moyen Orient	11
Evolution des principales filiales	12
EPC FRANCE	12

Alpharoc	12
Occamat	12
ATD	13
Prodemo.....	13
EPC UK	13
EPC UK Blasting Services (forage - minage)	14
Kemek en Irlande	14
EPC SVERIGE	14
EPC Italia	14
EPC MAROC	15
Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice	15
Politique Sécurité SANTE Environnement.....	17
1- Système de gestion Groupe.....	17
2- Des actions en matière de sécurité santé.....	18
3- Le renforcement de la sûreté	19
4- l'environnement	20
5- Résultats du groupe EPC pour 2012	20
POLITIQUE SOCIALE	21
Politique générale :	21
Effectifs:	21
Sécurité des salariés:.....	22
Politique sociale	22
Recherche et Développement.....	24
Perspectives 2013	24
Franchissement de seuil	26
Transactions sur titres.....	26
Prises de participation	27
Administrateurs	27
Résultat social – Affectation du résultat	32
Projet de résolutions	33

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis pour vous exposer, d'une part, l'activité de notre Société et des sociétés du Groupe pendant l'exercice écoulé, les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir et, d'autre part, vous présenter et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes consolidés du Groupe et ceux de notre Société, afférents au cent dix-huitième exercice social clos le 31 décembre 2012.

EXPLOSIFS ET PRODUITS CHIMIQUES – COMPTES SOCIAUX

Le chiffre d'affaires s'élève à un montant de 1.7 M€ identique à 2011.

La perte d'exploitation passe de -4.0 M€ en 2011 à -4.9 M€ en 2012

Le résultat net affiche un bénéfice de 0.9 M€, contre un bénéfice de 0.8 M€ l'année précédente.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires du Groupe, à fin 2012, s'élève à 322.3 M€ en baisse de 0.7% par rapport aux 324.7 M€ de l'exercice 2011. A taux de change et périmètre constant, on constate en revanche une augmentation de 1.5%, l'activité défense en Italie ayant encore contribué au Chiffre d'affaires 2011.

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011	Variation	Variation A taux de change et périmètre constant
			%	%
Europe du Sud (y compris Holding)	139 702	157 744	-11,4 %	-3.0%
Europe du Nord et de l'Est	143 886	134 109	+7,3 %	+2.7 %
Afrique et Moyen Orient	38 739	32 776	+18,2 %	+15.8 %
Total	322 327	324 629	-0,7 %	+1.5 %

Le résultat opérationnel courant est en repli pour s'établir à 6.5 M€, contre 9.4 M€ en 2011. La rentabilité opérationnelle passe ainsi de 2.9% à 2.0% du chiffre d'affaires. Cette performance décevante est pour l'essentiel liée à un niveau d'activité déprimé dans la zone Europe du Sud (France, Italie et Espagne) ainsi qu'en Pologne, amenant les sociétés du groupe présentes sur ces pays à passer sous leur point mort d'activité.

Le résultat opérationnel, intègre des charges liées aux restructurations réalisées en 2012 en Italie, en Allemagne et en Irlande, l'impact résiduel de la réclamation liée à

l'accident de Billy Berclau de 2004 et un impact résiduel de l'activité défense réalisée en 2010. Il est en baisse et s'inscrit à 4.9 M€ contre 7.0 M€ en 2011.

Le coût de l'endettement financier augmente à -4.0 M€, sous l'effet combiné d'une hausse de l'endettement et d'une hausse des taux appliqués par les banques. Les autres produits et charges financières s'améliorent légèrement, passant de -1.6 M€ en 2011 à -1.4 M€ en 2012 tout en restant à un niveau élevé qui reflète l'impact négatif d'une nouvelle baisse des taux d'actualisation sur les régimes de retraite et les provisions environnementales.

La quote-part des résultats mis en équivalence s'améliore légèrement à +1.9 M€ en 2012, contre 1.7 M€ en 2011

Enfin, l'impôt (y compris la CVAE) reste à un niveau élevé à 4.8 M€, contre 3.4 M€ en 2011. Le résultat du groupe a été réalisé principalement dans les sociétés étrangères, sociétés qui ne bénéficient plus de déficits reportables et donc payent l'impôt.

Le résultat des activités abandonnées est largement positif à 1.2 M€. Il intègre le produit d'une réclamation sur un chantier dans la zone Océan Indien (activité abandonnée en 2011). Il intègre également des reprises sur les provisions enregistrées en 2009 sur BFMS (Burkina Faso) rendues possibles par l'issue favorable de l'arbitrage remporté contre le client Etruscan.

Le résultat net total consolidé 2012 s'établit donc en perte à -2.4 M€, à comparer à une perte de 0.9 M€ réalisée en 2011.

SITUATION FINANCIERE ET RISQUES

MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

La baisse du résultat net entraine mécaniquement une réduction de la marge brute d'autofinancement qui passe de 8.7 M€ à 5.9 M€ en 2012.

en milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultat net consolidé	-2 237	-877
Elim. du résultat des mises en équivalence	- 1 847	- 1 663
Elim. des amortissements et provisions	9 826	10 023
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(692)	340
Elim. des produits de dividendes / autres produits	841	865
Marge brute d'autofinancement	5 891	8 688

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En 2012, les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles (incluant les biens acquis en crédit bail) s'élèvent à 18.8 M€, à comparer à 11.8 M€ en 2011.

Le montant d'investissement a été particulièrement fort en 2012 du fait de la concomitance de 3 projets importants :

- 2.0 M€ correspondent à la quote-part EPC (40%) d'investissements réalisés sur le projet MCS,
- 1.7 M€ liés au renouvellement du contrat CBG en Guinée
- 1.0 M€ lié au contrat Danemora en Suède.

Ces projets rentrent pleinement dans la stratégie de développement sur les marchés en Croissance (Afrique et Moyen-Orient) et dans le domaine Minier.

Par ailleurs un effort particulier de rattrapage a été réalisé sur la zone démolition (4 M€) qui a connu une croissance constante de son activité depuis 3 ans avec un niveau d'investissement faible.

BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation est maîtrisé, il affiche une amélioration de 2.4 M€ sur la période.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Stocks et en cours	30 616	29 329
Créances clients et autres créances	94 857	99 176
Dettes fournisseurs et autres dettes	79 912	80 506
Total	45 561	47 999

FINANCEMENT

Le montant des dettes financières a augmenté de 4 M€ au cours de l'exercice 2012 :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012 (Après refinancement)	Exercice 2012 (publié)	Exercice 2011
	<i>(pour information)</i>		
Dettes financières non courantes	48 388	21 388	27 539
Dettes financières courantes (hors découverts bancaires)	22 136	46 734	27 919
Découvert	775	3 177	11 831
Total dettes financières	71 299	71 299	67 289

La hausse de l'endettement sur la période a été rendue nécessaire du fait du niveau élevé des investissements (MCS, Danemora, CBG, Démolition).

Le groupe a renégocié un accord de refinancement en février 2013 qui a permis de reclasser en dettes non courantes 27 M€ de dettes courantes.

Ce nouvel échéancier qui réaligne les échéances des dettes avec les cash-flows attendus des investissements réalisés permet de consolider une situation financière saine et durable.

TRESORERIE

La trésorerie nette du Groupe a augmenté de 3 M€ au cours de l'exercice. On constate également une forte diminution des découverts bancaires qui ont été fortement réduits par une gestion plus active de la trésorerie.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	18 890	24 682
Découverts bancaires	(3 177)	(11 831)
Total trésorerie nette	15 713	12 851

L'Endettement Net (Dettes Financières – Trésorerie) a augmenté de 9.7 M€ sur l'exercice 2012. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'effort d'investissement exceptionnel réalisé en 2012 afin de soutenir la stratégie de développement sur les marchés en croissance et dans le secteur minier.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Décomposition des dettes fournisseurs

	TOTAL	ECHEANCE EN NOMBRE DE JOURS				
		Echu	- de 30	De 30 à 60	De 60 à 90	Plus de 90 (1)
Au 31/12/2012	1.431	739	254	1	13	424
Au 31/12/2011	1.785	816	339	279	0	354

(1) Dont Fournisseurs, Factures non parvenues : 427 K€ 31/12/ 2011 :354 K€
Fournisseurs, retenues de Garantie : 0 K€ 31/12/2011 0 K€

RISQUES

Le Groupe est confronté aux principaux risques suivants :

- Risque de recomposition de l'environnement concurrentiel dans le secteur des explosifs.
- Risque d'augmentation du prix des matières premières, notamment en matière de fluctuation du prix du gaz naturel, du pétrole et de l'ammoniac.
- Risques techniques liés à la dangerosité des métiers exercés par le Groupe.
- Risques réglementaires avec une évolution continue du renforcement des réglementations appliquées.

FAITS MARQUANTS EN 2012

POURSUITE DES SIMPLIFICATIONS JURIDIQUES

La société Kinsite qui assurait la distribution des produits explosifs d'EPC France en région Rhône Alpes a été cédée par EPC SA à EPC France en décembre 2011. Cette société a été fusionnée avec EPC France en date du 5 janvier 2012.

Les sociétés holding Génissiat Participations et SOCCAP ont été fusionnées également par Transfert Universel de Patrimoine (TUP) avec EPC SA avec effet rétroactif au 1er janvier.

EVOLUTION DANS LE LITIGE DGC

Par un arrêt du 1^{er} mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010, et a décidé que les demandes des sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) étaient irrecevables sur le fondement contractuel et mal fondées sur le terrain délictuel, et les a déboutées de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant in solidum à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Cet arrêt, qui est exécutoire, leur fait obligation de rembourser à EPC la somme de 811 000 € versée en exécution du jugement de première instance.
DGC et FC se sont exécutées en mars 2012.

Le 4 avril 2012, FC/DGC se sont pourvues en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 1^{er} mars 2012.

La Cour de cassation, par un arrêt du 12 février 2013, a partiellement cassé l'arrêt d'appel mais seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel.

Cet arrêt restreint de façon majeure les possibilités de réclamations de DGC et FC à l'encontre d'EPC puisque l'arrêt d'appel est devenu définitif en tant qu'il a déclaré FC et DGC irrecevables en leurs actions en responsabilité contractuelle.

S'il ne permet pas de clore définitivement le contentieux, il renforce EPC dans sa conviction que la réclamation de DGC et FC est sans fondement.

EVOLUTION DANS LE DOSSIER STIPS TI

A la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

SIGNATURE D'UN NOUVEAU CONTRAT EN GUINEE

Un contrat a été signé en Guinée en janvier 2012 par EPC Guinée avec la société Bellzone. Ce contrat, d'une durée de 3 ans renouvelable pour 2 ans supplémentaires, concerne une prestation complète de minage, de fourniture d'explosifs et des accessoires de tir pour la mine de fer de Forécariah. Sur la première période de 3 ans, le contrat représente un chiffre d'affaires cumulé attendu de 12 millions de Dollars Américains.

SIGNATURE DE DEUX CONTRATS IMPORTANTS DANS LE DOMAINE DES TRAVAUX PUBLICS

Le groupe EPC a signé deux contrats importants portant :

- d'une part chez EPC France sur la fourniture des explosifs pour l'ensemble du chantier de la LGV Sud Ouest (Tour-Bordeaux)
- d'autre part chez EPC Italia sur la fourniture des explosifs pour la modernisation par agrandissement du Port de Gênes en Italie.

ABOUTISSEMENT FAVORABLE D'UNE RECLAMATION SUR UN CHANTIER A LA REUNION.

Un accord a pu être trouvé avec le client final sur le chantier de la Rivière Saint-Etienne. Cet accord qui prend acte de conditions géologiques particulièrement difficiles (et non-conformes au cahier des charges), a permis d'obtenir un marché complémentaire de plus d'un million d'Euros. Cet accord permet de couvrir une partie significative des pertes comptabilisées sur ce chantier en 2011.

PRISE DU LOT DE FORAGE MINAGE SUR LA LGV BRETAGNE PAYS DE LOIRE (BPL).

Alpharoc a enregistré en commande les lots de Forage Minage pour la construction de la ligne à grande vitesse Bretagne Pays de Loire. Les explosifs nécessaires à la réalisation de ce chantier qui doit durer deux ans seront fournis par EPC France

SIGNATURE D'UN IMPORTANT CONTRAT D'EXPLOITATION DE CARRIERE EN REPUBLIQUE TCHEQUE

EPC Cezka a sécurisé un contrat de trois ans dans la carrière de Jakubcovice chez EUROVIA en République Tchèque. Il s'agit de la plus importante carrière du pays.

SIGNATURE D'UN CONTRAT DANS LA DEMOLITION

EPC à travers ses filiales Prodemo, Occamat et Occamiante a remporté le contrat de démantèlement et de démolition du site Alstom à Saint-Ouen en région parisienne. Ce contrat qui, compte tenu de son importance s'étendra sur 2012, 2013 et 2014, a été attribué aux filiales d'EPC par NEXITY promoteur de ce grand projet de reconversion de site industriel. Il confirme le positionnement du Groupe comme un acteur majeur de la démolition sur le marché Français.

EMISSION OBLIGATAIRE

EPC a procédé le 12 octobre 2012 à une émission obligataire d'un montant de 4 millions d'Euros. Cette émission a été intégralement souscrite par le fonds Micado France 2018. Cette opération permet au Groupe de soutenir son développement tout en diversifiant ses sources de financement.

DEMARRAGE DE L'ACTIVITE DE KEMEK AUX ETATS-UNIS

En partenariat à 50% avec CRH, EPC à travers la structure KEMEK USA à initié son implantation sur le marché Nord-Américain. Elle s'est traduite par une activité de commercialisation d'explosifs avec les prestations de minage associées. Les premiers contrats de fourniture ont été signés en 2012.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

ZONE 1 – EUROPE DU SUD

En K€	2012	2011
Chiffre d'Affaires	139 702	157 744
Résultat Opérationnel Courant	376	2 217

La baisse du chiffre d'affaires s'explique pour 13,7 M€ par la disparition du chiffre d'affaires de l'activité défense qui avait continué en 2011. A périmètre constant l'activité est en baisse de 3%.

Le secteur de la démolition et du désamiantage a été bien orienté avec une croissance de 5%. Le positionnement du groupe sur des démolitions plus techniques intégrant notamment des lots désamiantage significatifs a porté ses fruits. En revanche l'activité Explosifs a fortement souffert sur la zone du fait de la conjoncture. L'activité a baissé de 11% en France, de 20% en Belgique, de 10% en Espagne et de plus de 13% en Italie.

Le résultat opérationnel courant sur la zone a souffert directement de cette forte baisse d'activité dans les explosifs. Les structures de distribution ont été particulièrement touchées par la baisse des volumes.

La contribution de l'activité démolition reste très largement positive même si les excellents niveaux de 2011 n'ont pas pu être atteints, la marge de certains chantiers de désamiantage en cours ayant été impactée par les changements de norme intervenus en juillet 2012.

L'exercice s'est déroulé avec un prix Nitrate qui est resté élevé, ce qui a continué à peser sur les marges malgré une politique volontariste sur les prix de vente qui s'est traduite par une augmentation du prix moyen vendu.

ZONE 2 - EUROPE DU NORD – EUROPE DE L'EST

En K€	2012	2011
Chiffre d'Affaires	143 886	134 109
Résultat Opérationnel Courant	3 606	4 861

La zone réalise une bonne performance en terme de chiffre d'affaires (+9.7 M€) A taux de change constant la progression est de 2.7%

L'activité additifs diesel est à nouveau en progression de près de 10%, en revanche dans le domaine des explosifs, la zone a connu elle aussi une baisse significative au Royaume-Uni (-6%), en Irlande (-5%), en Allemagne (-11%) et surtout en Pologne (-28%). Ces baisses se sont réalisées sans perte de part de marché, elles traduisent une baisse de la consommation globale de chacune des zones géographiques concernées. Trois pays se sont en revanche très bien comportés, il s'agit de la Suède (+12%), de la Norvège (+13%) et de la Roumanie (+32%)

La baisse du résultat opérationnel courant s'explique en fait essentiellement par la Pologne qui a connu un exercice difficile. La société a du adapter ses structures à cette baisse d'activité. Elle s'est également traduite par des pertes non récurrentes sur plusieurs clients obligeant la société à réorienter son approche commerciale, effort réalisé sur le 4^{ème} trimestre 2012.

Les autres sociétés ont maintenu ou amélioré leur performance de 2011 ce qui constitue une réelle performance dans ce contexte difficile.

ZONE 3 -AFRIQUE MOYEN ORIENT

En K€	2012	2011
Chiffres d'Affaires	38 739	32 776
Résultat Opérationnel Courant	2 560	2 348

L'activité progresse très significativement, à périmètre et taux de change constant, la progression atteint 15.8%.

C'est clairement l'Afrique Sub-saharienne (Sénégal, Guinée, Cameroun, Gabon) qui est aujourd'hui le moteur de ce développement avec des progressions d'activité comprises entre 50 et 80%. Tous les secteurs sont bien orientés tant dans les mines et les carrières que dans les travaux publics. Le Maroc a légèrement marqué le pas cette année dans un contexte concurrentiel assez tendu après une année 2011 particulièrement favorable dans le domaine des explosifs.

Le résultat opérationnel courant, même s'il progresse de 0.2 M€, ne traduit pas pleinement le potentiel de cette zone. Il reste en effet fortement impacté par les coûts de démarrage de MCS qui s'élèvent encore à 1.7M€ sur 2012 (contre 1.1 M€ en 2011).

Le potentiel de la zone se confirme néanmoins clairement et offre de réelles perspectives de développement pour le groupe.

EVOLUTION DES PRINCIPALES FILIALES

En France

EPC FRANCE

L'exercice 2012 a été marqué par une baisse de 7% du chiffre d'affaires à 46.6 M€. Cette évolution traduit la baisse de l'activité sur le marché Français qui a été partiellement compensée par l'augmentation de l'activité à l'export notamment sur l'Afrique Sub-Saharienne.

Le résultat d'exploitation ressort en perte de -0.4 M€ contre une perte de -1.7 M€ de 2011. Ce résultat intègre une reprise de provision dépollution de 1.7 M€ sur le site de Billy Berclau rendue possible par la diminution des pollutions hydrocarbures mesurées sur le site.

Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel qui intègre une charge nette de 726 K€ liée aux suites de la condamnation par le Tass dans le litige né de l'accident de Billy Berclau en 2004, le résultat net ressort en perte de -1.1 M€, contre un profit net de 2.3 M€ en 2011. Pour mémoire le résultat net de 2011 intégrait des profits financiers importants liés à la cession des sociétés de forage minage à EPC SA.

ALPHAROC

Le chiffre d'affaires d'Alpharoc s'améliore de 5% en 2012 pour atteindre 27.8 M€. Cette relativement bonne performance a été rendue possible du fait d'une activité relativement meilleure dans les travaux publics du fait des lignes LGV.

Le résultat d'exploitation, ressort en perte de -0.2 M€ contre une perte de -2.5 M€ en 2011. Ce relativement bon résultat intègre la réclamation présentée et obtenue par Alpharoc sur le chantier RSE à la Réunion qui pèse pour un peu plus d'1 M€.

Le résultat net de l'exercice est à l'équilibre contre une perte de 2,3 M€ au titre de l'exercice précédent.

OCCAMAT

L'activité est restée bien orientée chez Occamat en 2012 avec une progression de 2,5% du chiffre qui s'établit à 23.1 M€ contre 22.6 M€ en 2011. L'activité a été soutenue tout au long de l'exercice grâce à la bonne tenue de la promotion dans le secteur privé, en Région Parisienne.

Le résultat d'exploitation régresse légèrement passant de 1.1 M€ à 0.9 M€ en 2012. Malgré un contexte concurrentiel particulièrement tendu, la société a su mener à bien ses chantiers dans le respect des dépenses estimées au devis, préservant ainsi son niveau de rentabilité.

Après prise en compte de l'intéressement, de la participation et de l'impôt, le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.5 M€, à comparer au 0.4 M€ de l'année dernière.

ATD

ATD a également connu une activité soutenue en 2012 avec une progression du chiffre d'affaires de 6% à 14,4 M€ à comparer à 13.6 M€ en 2011. L'activité a été soutenue à la fois dans le secteur industriel et le secteur du logement. Des lots importants de désamiantage ont pu être traités grâce aux investissements réalisés dans les équipements spécialisés.

Le résultat d'exploitation est malgré tout en repli à 0.3 M€ contre 0,7 M€ en 2011, cette performance décevante s'explique par les difficultés techniques rencontrées sur un chantier de désamiantage particulièrement exigeant qui a généré une perte significative sur l'exercice.

Après prise en compte de l'intéressement, de la participation et de l'impôt, le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0,3 M€ contre 0.4 M€ en 2011.

PRODEMO

PRODEMO a connu en 2012 un net redressement de son activité avec un chiffre d'affaires en progression de 15% à 7.2 M€ contre 6.3 M€ en 2011. L'activité a été portée par le marché de la promotion privée qui est resté dynamique en Ile de France.

Le résultat d'exploitation s'est néanmoins dégradé à 0.3 M€ contre 0.6 M€. Prodemo a dû faire face à des pics de charge importants qui ont entraîné des dérives sur certains chantiers difficiles. L'intégration de Prodemo au sein d'EPC Démolition s'est en conséquence renforcée pour mieux bénéficier des effets d'expérience des autres sociétés du groupe sur les grands chantiers.

Après prise en compte du résultat financier, du résultat exceptionnel et de l'impôt, le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0,1 M€, contre un bénéfice de 0,4 M€ au titre de l'exercice précédent.

FILIALES ETRANGERES

EPC UK

Le chiffre d'affaires est à nouveau en nette progression pour s'établir à 57.4 M£ (70.7 M€), contre 54.8 M£ (63.2 M€) en 2011. Cette forte progression concerne exclusivement l'activité additifs diesels. Le marché des explosifs civils à lui connu un ralentissement d'environ 6%.

Le secteur des travaux publics reste extrêmement déprimé et le marché minier (charbon) qui avait largement compensé cette baisse d'activité les années précédentes s'est inscrit en repli sur l'exercice.

Dans le domaine des additifs diesel, EPC UK a pu bénéficier de l'augmentation de ses capacités de production dans un marché très porteur.

Le résultat opérationnel régresse légèrement pour s'établir à 1.3 M£ (1.6 M€), contre 1.7 M£ (2.0 M€), en 2011.

Le résultat net baisse également à 0.9 M£ (1.0 M€), contre 1.2 M£ (1.4 M€), en 2011.

EPC UK BLASTING SERVICES (FORAGE - MINAGE)

Dans ce contexte plutôt difficile, la filiale de forage minage a réussi à maintenir son activité en 2012 à 12.2 M£ (15 M€), contre 12.0 M£ (13.8 M€), en 2011. Cette performance a été rendue possible par des gains de parts de marché. Le positionnement reconnu de EPC UK en termes de sécurité lui a permis de développer son activité chez les grands donneurs d'ordre.

Le résultat opérationnel ressort à l'équilibre tout comme en 2011.

Le résultat net ressort également à l'équilibre en 2012 comme en 2011.

KEMEK EN IRLANDE

La situation s'est stabilisée à un niveau bas en Irlande sur 2012. Le chiffre d'affaires est néanmoins en léger recul sur l'ensemble de l'année de 5% pour atteindre 12.3 M€. Les premiers signes de redressement ont été perceptibles sur le 4^{ème} trimestre.

Pour faire face à cette contraction du marché, la société a mis en place un nouveau plan de réduction des effectifs. Ceci a permis de maintenir un résultat d'exploitation positif à 1.2 M€ contre 0.8 M€ en 2011.

Le résultat net est passé de 0.6 M€ en 2011 à 1.0 M€ en 2012.

EPC SVERIGE

Le chiffre d'affaires d'EPC SVERIGE a à nouveau fortement progressé en 2012 pour atteindre 186.8 MSEK (21.5 M€), contre 163.2 MSEK (18.1 M€), en 2011 soit une progression de près de 14%. Cette croissance s'explique par la prise du contrat de Danemora en Suède qui a véritablement contribué à l'activité à partir du deuxième semestre.

Le résultat d'exploitation s'est maintenu à 7.3 MSEK (0,8 M€), contre 7.4 MSEK (0.8 M€) en 2011. Il a été partiellement pénalisé par les coûts de démarrage de Danemora qui n'est rentré en pleine production qu'en fin d'année.

Le résultat net progresse également avec un bénéfice de 3.6 MSEK (0.4 M€) après un résultat positif de 2.4 MSEK (0.3 M€) en 2011.

EPC ITALIA

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 18.6 M€, contre 35.0 M€ en 2011, soit une baisse de 16.4 M€. L'activité défense avait encore généré en 2011 un chiffre d'affaires de 13.7 M€. Le chiffre d'affaires explosif est donc en retrait de 13% traduisant un marché en nette baisse en volume du fait de la faiblesse des secteurs de la construction et des travaux publics en Italie.

Le résultat d'exploitation ressort en bénéfice 0.6 M€ contre un bénéfice de 1.4 M€ en 2011 (hors impact de la cession de l'activité défense).

Le résultat net qui est impacté par des frais de fermeture de la ligne de production Domus Novas et par des frais financiers importants ressort en perte de -1.2 M€

EPC MAROC

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 124,9 MMAD (11,1 M€) en 2012, en légère diminution par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 127,4 MMAD (11,2 M€) Cette stagnation traduit le relatif ralentissement du marché Marocain notamment dans les infrastructures (autoroutes et barrages notamment).

Le résultat d'exploitation baisse pour sa part en s'établissant à 9.1 MMAD (0.8 M€), contre 15.2 MMAD (1.3 M€) en 2011. Cette baisse s'explique par un renchérissement significatif des coûts d'approvisionnement en Nitrate qui n'a pu être que partiellement retransmis au client dans un contexte concurrentiel difficile.

Le résultat net présente un bénéfice de 5.6 MMAD (0.5M€), à comparer à un bénéfice de 10.0 MMAD (0.9M€), en 2011.

EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

MISE EN PLACE DE NOUVEAUX FINANCEMENTS MOYEN-TERME

Afin d'assurer son développement et de sécuriser ses sources de financement, le groupe EPC a procédé à deux opérations importantes ces derniers mois.

EPC a émis le 12 octobre 2012 un emprunt obligataire de 4 millions d'euros qui a été intégralement souscrit par le fonds Micado France 2018. Ces obligations d'une maturité de 6 ans sont cotées sur le marché Nyse Alternext.

EPC a initié il y a quelques mois une consultation auprès de ses partenaires bancaires en vue de mettre en place un refinancement de ses dettes court et moyen terme, tout en mettant en place une enveloppe de Capex pour financer les développements futurs du groupe tant par croissance externe qu'à travers des projets endogènes. Les principaux partenaires bancaires d'EPC (Société Générale, BNP Paribas et LCL) ont tous répondu présents et ont accepté de participer à cette importante opération où BNP Paribas exerce le rôle d'arrangeur. L'ensemble de la documentation qui porte sur une ligne totale de 38 millions d'euros sur 5 ans a été signée le 26 février 2013. Les conditions préalables ayant été intégralement levées le même jour, ce contrat est aujourd'hui en vigueur.

Le succès de ces deux opérations (émission obligataire et mise en place de nouvelles lignes de crédit moyen terme avec les banques) traduit la confiance tant des investisseurs que des banques dans les perspectives du groupe EPC. C'est un pas très important pour le groupe qui lui permet d'aborder l'avenir avec confiance.

DECISION ARBITRALE EN FAVEUR DU GROUPE EPC DANS LE LITIGE ETRUSCAN

Suite aux audiences qui se sont tenues en 2012, le 17 janvier 2013, l'arbitre nommé par les parties a rendu sa décision dans le litige qui opposait BFMS (filiale d'EPC) à BMC (filiale du groupe Etruscan) au sujet de la résiliation anticipée du contrat d'exploitation de la mine de Youga au Burkina-Faso.

Cette décision enjoint BMC à verser à BFMS la somme de 3,9 Millions de dollars américains.

La contre-réclamation présentée par BMC a été rejetée.

Conformément aux instructions de l'arbitre, les fonds correspondants ont été transférés par BMC à BFMS (groupe EPC) dans les délais impartis.

ENGAGEMENT DE NOUVEAUX PROCESSUS DE FUSION

Trois filiales britanniques du groupe, EDSSL, EPC UK et EPC UK Blasting Services ont fusionné au 1^{er} janvier 2013. Cette opération a été réalisée dans le but d'alléger les frais de structure.

Une consultation a été engagée avec les partenaires sociaux d'EPC France et d'ALPHAROC en vue de fusionner et réorganiser l'activité de ces deux entités présentes sur le marché Français. Les représentants du personnel ont été informés du fait que cette fusion aurait un impact sur l'emploi et donnerait vraisemblablement lieu à un PSE.

SIGNATURE D'UN IMPORTANT CONTRAT CHEZ KEMEK USA

KEMEK USA a remporté un contrat de fourniture d'explosifs et de prestations de minage associées sur une très importante carrière dans l'Etat de New-York pour un nouveau client majeur.

EPC COTE D'IVOIRE

Les premières autorisations et licences d'exploitation ont été obtenues par EPC COTE D'IVOIRE auprès des autorités compétentes. Le projet peut donc entrer en phase active conformément au plan de développement prévu.

POLITIQUE SECURITE SANTE ENVIRONNEMENT

Un état d'avancement est indiqué ci-dessous pour les 5 points suivants :

- Système de gestion Groupe
- Actions Groupe
- Sûreté
- Environnement
- Résultats Groupe

1- SYSTEME DE GESTION GROUPE

Les éléments apportés en 2012 au système de la gestion de la sécurité, santé et environnement du Groupe EPC sont les suivants :

- Comité :
Changement de composition du comité de Direction Groupe « *sécurité santé environnement* » avec incorporation de la Direction de l'Innovation pour 2012 aux membres actuels comprenant la Direction Générale, les 6 directions opérationnelles, et les Directions du Siège et de la Sécurité.
- Objectifs 2012 :
Le processus de définition des objectifs suit les 4 étapes suivantes :
 - Définition des orientations pour l'année 2012 par le Comité Groupe en Octobre 2011;
 - Déclinaison des orientations sous forme d'objectifs par le réseau fonctionnel sécurité santé environnement en réunion plénière en Novembre 2011.
 - Préparation d'une version finale d'objectifs à la direction générale début Janvier 2012;
 - Validation des objectifs 2012 par le Comité Groupe SSE courant janvier 2012.

Pour chacun de ces objectifs appelés KPI's, ont été définis un indicateur et une cible à atteindre. L'indicateur doit répondre aux critères SMART à savoir **Spécifique, Mesurable, Accessible ; Réaliste et bien défini dans le Temps.**

- Les objectifs, les indicateurs Sécurité Santé Environnement du Groupe EPC et les cibles à atteindre pour 2012 sont rassemblés dans le tableau ci-dessous:

Objectifs	Indicateur	Cible 2012
Risque routier: Mesurer la performance EPC relative à une conduite sûre.	X1= Nombre d'incidents routiers mensuels dans chaque filiale EPC.	3/ trimestre/ filiale
Risque routier: Partager les meilleurs pratiques au sein du Groupe EPC.	X2= Une initiative Sécurité dans chaque zone concernant la conduite sur route à mettre en place en 2012 par chaque directeur de zone.	1 initiative pour chaque zone
Risque routier : Fournir une formation aux salariés, par exemple lors de la journée sécurité EPC : un module EPC Groupe relatif à la route + un module spécifique à la zone /filiale	X3= Réalisation de la formation.	100 % des employés formés.
Journée sécurité : Organiser la journée pour promouvoir la sécurité et les bonnes pratiques SSE dans chaque filiale	X4= Taux de satisfaction des participants	80 % de satisfaction.
Procédures: Répondre aux points identifiés dans la première enquête sécurité.	X5: Nombre de procédures à mettre à jour / nombre total de procédures .	100% des procédures de transport.
Chauffeurs: Répondre aux points identifiés dans la première enquête sécurité.	X6= Nombre de chauffeurs participant à 2 rituels en 2012/ Nombre total de chauffeurs.	100 % de chauffeurs .

Le suivi des objectifs et des indicateurs par rapport aux valeurs cibles indiquées fait l'objet d'un contrôle trimestriel lors de la réunion Comité Direction Groupe Sécurité Santé Environnement.

2- DES ACTIONS EN MATIERE DE SECURITE SANTE

Pour 2012, les actions majeures initiées par le Groupe ont été :

- **RISQUE ROUTIER** : Un module de formation conçu par le Groupe est mis à disposition des filiales pour rappeler que la route est dangereuse et pour communiquer à tous les salariés un message unique Groupe sur les bonnes pratiques à adopter au volant.
Le système de remontée des situations à risque est désormais opérationnel. Un suivi par filiale et par zone est effectué chaque mois pour mesurer notre niveau de performance. Des initiatives sécurité pour rendre plus sûrs les déplacements de nos salariés, soit au niveau d'un pays ou d'une zone donnée ont d'ores et déjà été mises en application dans toutes les zones.

- JOURNEE SECURITE: Organiser un rituel pour promouvoir la sécurité et les bonnes pratiques SSE dans chaque filiale EPC. L'organisation de la journée sécurité est sous la responsabilité de chaque zone. La partie Groupe sera composée d'une vidéo avec un support adapté et un focus sur les accidents de la route.
- REVISION des PROCEDURES: Les procédures liées à des activités de transport au sens large du terme ont été révisées en 2012 et début 2013. Environ 28 experts francophones et anglophones ont été formés. Ces experts auront comme objectif de décliner une méthode participative de révision des procédures aux salariés concernés dans leur organisation.
- COMPORTEMENT : L'approche Sécurité poursuivie par le Groupe repose sur les comportements. Nos comportements doivent contribuer à l'amélioration de la performance sécurité du Groupe. Ces comportements doivent s'attacher à promouvoir nos valeurs telles que :
 - Ordre
 - Propreté
 - Discipline

Ainsi, dans une usine, il s'agit d'éduquer nos équipes à travailler dans l'ordre, la propreté et dans la discipline par des méthodes de rangement et de classement comme par exemple la méthode 5 S, et ce même dans une usine en cours de construction comme celle de Djamoun en Arabie Saoudite.
- PREPARATION A LA GESTION DE CRISE: Un manuel de gestion de crise a été rédigé. Des règles de communication à appliquer en cas de gestion de crise ont été communiquées aux filiales du Groupe. La cellule Groupe a organisé 2 exercices de simulation en Mai avec nos filiales en Scandinavie et en Décembre avec notre filiale en Allemagne. Ces exercices permettent de se conformer au standard Groupe, de tester le processus organisationnel et de prise de décision mais aussi de tester les membres de la cellule Groupe et ceux de la filiale à des simulations de situations de gestion de crise.

3- LE RENFORCEMENT DE LA SURETE

Tous les déplacements dans des pays instables ou susceptibles de le devenir sont signalés à la Direction générale. Une évaluation du risque est alors réalisée par la Direction Sécurité Santé Environnement avec des propositions visant à réduire le niveau de risque auquel est exposé le salarié voire à suspendre ou annuler le déplacement. Le suivi du contrôle de ces mesures est du ressort du Directeur de Zone.

4- L'ENVIRONNEMENT

- IFRS : Décontamination, Démantèlement, Dépollution de sols.

Le détail des impacts financiers liés aux IFRS figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Ces montants reposent sur un deuxième modèle mis au point en 2010, capable d'estimer les dépenses liées à l'environnement concernant les trois thématiques suivantes : *décontamination, démantèlement, dépollution de sols*.

Les objectifs assignés à ce nouveau modèle d'estimation sont:

- Couvrir tous les métiers du Groupe et non pas se limiter uniquement à des usines de production.
- Faciliter et fiabiliser les mises à jour annuelles.
- Faciliter les contrôles des commissaires aux comptes.
- Intégrer les retours d'expériences.

Pour 2012, les points majeurs à souligner sont :

- Hydrocarbures (Friche industrielle de Billy-Berclau en France) avec une réduction de la poche du sol pollué avec des hydrocarbures.
- Hydrocarbures (EPC Sverige) avec la pollution du brûloir intervenu en 2012.
- Enlèvement d'amiante friable du sol suite à la destruction d'un bâtiment (EPC Uk Bramble Island).

- SITES SEVESO

Dans le cadre de l'exploitation de sites SEVESO seuil haut, le Groupe EPC s'est assuré du respect de ses obligations par rapport aux différentes réglementations locales, par des couvertures responsabilité civile adéquates.

Pour 2012, la majeure partie des sociétés du Groupe est couverte par des polices d'assurance Groupe intégrant les 2 types de couverture suivants : Responsabilité Civile Générale, Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement.

5- RESULTATS DU GROUPE EPC POUR 2012

Les résultats du Groupe font l'objet d'un rapport publié chaque mois et sont composés d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des résultats. Les indicateurs historiques, basés sur des statistiques, permettent d'analyser l'évolution de notre performance.

Ces résultats montrent clairement une amélioration de la performance du Groupe EPC pour 2012:

- **une réduction continue avec 45 accidents avec arrêt en 2012**
 - contre 54 accidents en 2011
 - contre 103 accidents en 2007

- **une réduction continue du taux de fréquence en 2012**
 - de 21 % par rapport à 2011
 - de 50 % par rapport à 2007

- **une réduction du taux de gravité en 2012**
 - de 5 % par rapport à 2011
 - de 56 % par rapport à 2007.

En résumé, on peut dire qu'en 2012, au sein du Groupe EPC, les accidents avec arrêt sont moins nombreux et moins graves.

POLITIQUE SOCIALE

POLITIQUE GENERALE :

Le groupe EPC s'est concentré depuis plusieurs années sur la sécurité des salariés au travail et a développé une politique ambitieuse et volontariste dans ce secteur

Le groupe entend également favoriser les évolutions internes en permettant la mobilité entre les différentes sociétés du groupe. A cet effet, priorité est donnée dans la mesure du possible, à la promotion des compétences internes lorsqu'un poste est à pourvoir afin d'offrir aux collaborateurs du groupe EPC des opportunités d'évolution significative dans un environnement international

Pour l'avenir le groupe s'est fixé plusieurs orientations :

- Egalité Homme – femme
- Promotion de la diversité
- Promotion et accompagnement de la mobilité géographique

EFFECTIFS:

Au 31 décembre 2012 le groupe EPC comptait au total 1877 salariés à travers le monde, selon la répartition suivante :

		2011	2012
Cadres	Hommes	208	244
	Femmes	19	16
Agents de Maîtrise Techniciens	Hommes	426	528
	Femmes	102	89
Ouvriers et Employés	Hommes	934	906
	Femmes	82	94
Total		1771	1877

SECURITE DES SALARIES:

La priorité du groupe EPC est la sécurité de l'ensemble de ses salariés. L'ensemble de la politique sécurité du groupe est détaillé au point Politique Santé Sécurité Environnement du présent rapport.

POLITIQUE SOCIALE

- Des plans d'épargne groupe couvrant l'ensemble des salariés français du groupe EPC ont été mis en place en 2007.
- Chaque société entrant dans le périmètre est automatiquement intégrée dans ces PEG qui couvrent les activités Explosifs, Forage minage et Démolition
- La participation et l'intéressement peuvent être placés sur ces PEG. Cinq fonds communs de placement (FCPE) sont proposés au personnel du groupe EPC : l'un monétaire, le second obligataire, le troisième majoritairement actions, le quatrième diversifié actions/obligations/monétaire et le dernier à rendement solidaire
- Le groupe EPC développe également une politique de protection sociale conformément aux lois et réglementations nationales en vigueur dans les domaines de la santé et de la prévoyance

- *Relations professionnelles et bilan des accords collectifs*

Trois organisations syndicales sont présentes au sein des filiales du groupe EPC en France :

- CFDT,
- CGT,
- CFE/CGC

Deux accords de participation et deux accords d'intéressement ont été conclus ou se sont poursuivis en 2012 en France.

- *Accompagnement des restructurations*

Dans le cadre de la restructuration des activités, certaines sociétés du groupe EPC peuvent être amenées à procéder à des réductions de personnel dans le cadre de Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Afin d'aider les salariés touchés par ces mesures, le groupe EPC met en place plusieurs dispositifs :

- l'accompagnement et le soutien des salariés ainsi que la prise en compte des risques psycho-sociaux dans un contexte de réorganisation (notamment par la formation des managers au soutien et à l'accompagnement des salariés)
- des solutions internes à travers des aides à la mobilité géographique comprenant à titre d'exemple : l'organisation de voyages de reconnaissance dans la ville d'accueil pour le salarié et sa famille, la prise en charge de la recherche de logement par une agence immobilière, le versement de dépôts de garantie, la prise en charge de frais d'installations ou de surloyers.
- des solutions externes, pour les salariés non mobiles ou lorsque les opportunités internes ne sont pas adaptées comme l'aide à la création ou reprise d'entreprise, la mise en œuvre de cellules de reclassement et d'antennes emploi auprès de cabinets spécialisés.

- *Emploi et insertion des travailleurs handicapés en France*

Les différents établissements français emploient des salariés handicapés. Ils confient des travaux à des ateliers protégés et versent une contribution à l'AGEFIPH

Les données sont les suivantes :

Travailleurs handicapés (équivalent temps plein)

Travaux en ateliers protégés (en équivalent temps plein)

2011	2012	2011	2012
23,8	28	...8,19....	2 ,36

- *Formation en France*

La formation a pour objectif de développer les compétences et transférer les savoir-faire.

Les sociétés participent à la formation professionnelle par :

- la participation des salariés à des stages de formation en intra ou inter entreprise tout au long de leur carrière,
- l'organisation de formations internes permanentes aux postes de travail

Heures de Formation	
2011	2012
11 385	12 257

Des outils sont en cours de mise au point pour répondre à l'intégralité des informations requises par loi Grenelle II.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La structure EPC Innovation a été pleinement opérationnelle sur 2012.

Elle a concentré son activité sur la réalisation d'un nouveau type d'unité de production destinée au marché minier qui a donné lieu à la réalisation d'une unité pilote au Centre de Recherche de Saint-Martin de Crau. Le groupe a été accompagné par OSEO pour le financement de ce programme.

Les tests ont confirmé que ce nouveau produit était à même de répondre aux attentes des clients.

Un effort particulier a également été engagé sur le système de contrôle-commandes tant des unités fixes de productions que des unités mobiles de fabrication.

PERSPECTIVES 2013

L'année 2012 a été difficile en particuliers sur nos marchés européens ; cela nous a conduit à porter nos efforts sur les domaines suivants, qui devraient bénéficier à l'ensemble des zones:

- Deux nouveaux contrats de fourniture du Nitrate d'Amonium (matière première principale du groupe) ont été conclus. Cette nouvelle structure d'approvisionnement offre une économie significative en termes de coût et introduit une meilleure flexibilité.
- Le programme d'assurance groupe a été intégralement renégocié, il conduit à la fois à une amélioration du niveau de couverture, à une baisse des primes et à une diminution du risque conservé par la captive d'assurance EPCapré

En outre, l'année 2013 devrait se traduire par une consolidation de la rentabilité du groupe sur ses différents marchés du fait des démarches spécifiques décrites ci après :

En particulier sur la **Zone 1 - Europe du Sud** et dans le domaine des Explosifs et du Forage Minage, tous les contrats important avec les donneurs d'ordres traditionnels du groupe ont été reconduits. Cela permet de garantir un maintien des parts de marché au niveau actuel. La prise de commande a également été bonne dans les chantiers de travaux publics.

Compte tenu de la décroissance des volumes sur cette zone en 2012, le groupe EPC a décidé de procéder à des ajustements structurels importants. Une démarche a été engagée dans ce sens chez EPC France et ALPHAROC. Les comités d'entreprises concernés ont été consultés sur un projet de fusion des deux entités qui pourrait entraîner un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).

L'objectif est de regrouper l'activité en France sur 4 grandes régions qui gèreraient à la fois l'activité de distribution (les dépôts d'explosifs) et le service (Forage et Minage) permettant à la fois une optimisation des ressources et des économies significatives en matière de frais de structure.

Une rationalisation des moyens de distribution est également en cours en Italie avec un plan d'économie associé.

Dans la démolition, les carnets de commande sont solides et l'activité devrait rester soutenue. Les sociétés devraient voir leur rentabilité progresser du fait des importants efforts d'investissement réalisés en 2012.

L'activité dans la **Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est** est à nouveau attendue en hausse en 2012, notamment en Scandinavie où le contrat avec Danemora apportera sa contribution en année pleine sur un marché globalement bien orienté.

Au Royaume-Uni, au-delà de la fusion des entités juridiques intervenues début 2013, les effectifs de la branche explosifs seront également ajustés pour prendre en compte la baisse attendue du marché. L'Irlande devrait progresser légèrement. Les

Etats-Unis apporteront leur première contribution significative à l'activité de la zone. L'activité Additifs diesel est attendue en hausse et devrait rester très bien orientée.

Une réflexion stratégique est en cours sur l'Europe Centrale.

L'ensemble des mesures de restructuration et de rationalisation engagées portent sur des économies attendues en année pleine de l'ordre de 4 M€

La **Zone 3 - Afrique et Moyen Orient** devrait voir son activité nettement progresser en 2013 en particulier grâce à MCS en Arabie Saoudite dont les ventes ont enfin démarré de manière significative.

Un effort particulier a été entrepris pour développer le suivi des contrats miniers sur nos zones d'implantation traditionnelles. Les premiers résultats concrets sont attendus cette année.

Enfin tout sera mis en œuvre pour accompagner le développement du Gabon, du Cameroun, de la Guinée, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire qui doivent être en mesure de fournir dans des conditions optimales des donneurs d'ordres particulièrement dynamiques.

Dans le contexte économique actuel, EPC réaffirme sa volonté stratégique de se concentrer sur les pays où les filiales du groupe sont numéro 1 ou numéro 2 sur leur marché, ou bien possède un avantage compétitif et de rentabilité important.

FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Nous n'avons reçu, au cours de l'exercice, aucun avis de franchissement d'un seuil de détention :

Selon les informations qui nous sont parvenues, l'identité des Actionnaires détenant plus de 5 % du capital de la Société à la clôture de l'exercice est la suivante :

- détention au-delà de 66,66 % du capital: Société E.J. BARBIER (plus de 66.66% des droits de vote).

TRANSACTIONS SUR TITRES

En 2012, selon les chiffres cumulés publiés en fin d'exercice par EURONEXT, le volume des transactions sur les actions de la Société a concerné, sur l'ensemble de l'année, 7 044 titres, soit 4,18. % des actions pour un montant en capitaux de 1 384 730. €, ce qui représente une valeur moyenne de 196,58. € par titre.

Ces chiffres sont à comparer aux 8 872 titres échangés en 2011 pour un montant en capitaux de 2 128 930 €.

A fin décembre 2012 le cours de l'action s'élevait à 189 €, contre 200,20 € l'année précédente.

Le 31 décembre 2012, notre Société détenait 16.102 de ses propres actions, d'une valeur nominale de 31 € chacune, représentant 9,56 % du capital, qu'elle avait achetés au prix moyen de 153,97 €, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce.

PRISES DE PARTICIPATION

La société EPC COTE D'IVOIRE a été créée en septembre 2012 et est consolidée pour la première fois en 2012.

ADMINISTRATEURS

Conformément aux dispositions de la loi relative aux nouvelles régulations économiques, nous vous communiquons la liste des mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice 2012 :

Le Président : M. Paul de BRANCION

- Président du Conseil d'Administration et Administrateur de la société :
 - * SA EPC
 - * EPCapRé (Luxembourg)
 - * EPC BELGIQUE et DGOM3 (Belgique)
 - * GALILEO EXPLOSIVOS (Espagne)
 - * EPC UK (Grande Bretagne)
 - * EPC MAROC (Maroc)
 - * EPC SEI, INTER.EM et SARDA (Italie)
- Président de la Société :
 - * E.J. BARBIER
 - * DEMOKRITE
 - * EPC MINETECH
 - * DIOGEN
- Gérant de :
 - * SICIEX
- Administrateur de :
 - * EPC NORGE (Norvège)
 - * EPC SVERIGE (Suède)
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE

Le Directeur Général: Olivier OBST

- Président de :
 - * DEMOSTEN
 - * EPC MINETEK EUROPE
 - * SMA
 - * SERAFINA (Espagne)
 - * SONOUVEX
 - * NITRATES ET INNOVATION
- Vice-président et Administrateur de :
 - MCS (Arabie Saoudite)
- Directeur Général de :
 - * DEMOKRITE
 - * DIOGEN
 - * EPC MINETECH
- Administrateur de :
 - * DGOM3 (Belgique)
 - * EPC
 - * EPC ESPANA (Espagne)
 - * EPC SEI (Italie)

- * EPC NORGE (Norvège)
- * EPC SVERIGE (Suède)
- * EPC UK (GB)
- * EPCapRé (Luxembourg)
- * GALILEO (Espagne)
- * IIE (Irlande)
- * INTER.E.M. er SEI (Italie)
- * UIE (Irlande)
- Représentant permanent de : EPC au Conseil d'Administration de SMG
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration d'EPCapRé (Luxembourg)
- Représentant d'EPC, Administrateur de : * EPC Belgique et DGOM3
* EPC MAROC et MARODYN (Maroc)
- Représentant de Nitrates et Innovation, présidente d'EPC FRANCE

M. Henri LORAIN

- Vice-président et Administrateur d'AREAS Dommages, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e
- Administrateur de : * EPC SA
* EPC UK (Grande Bretagne) jusqu'en mai 2012
* EPC SEI (Italie)
- * AREAS Vie, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e

Mme Elisabeth LABROILLE

Directeur Général et Administrateur de la société EJ BARBIER

Mme Jacqueline DUTHEIL de la ROCHERE

Directeur Général Délégué et Administrateur de la société EJ BARBIER

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le présent chapitre rassemble les informations requises par le Code de Commerce et les tableaux conformes à la recommandation AMF du 22 décembre 2008 relative à l'information à donner dans les documents de référence sur la rémunération des mandataires sociaux.

Rémunérations et avantages en nature

Tableau 1: Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Paul de BRANCION - Président	2012	2011
Rémunérations DUES au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	469 329	462 863
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL	469 329	462 863

Olivier OBST - Directeur Général	2012	2011
Rémunérations DUES au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	317 817	311 453
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL	317 817	311 453

Tableau 2 : Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Paul de BRANCION - Président	2012		2011	
	montants dus	montants versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	413 299	413 299	402 838	402 838
rémunération variable	3 066	3 066	2 588	2 588
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	47 972	47 972	52 445	52 445
avantages en nature	4 992	4 992	4 992	4 992
TOTAL	469 329	469 329	462 863	462 863

Olivier OBST - Directeur Général	2012		2011	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	280 509	280 509	274 488	274 488
rémunération variable	5 017	5 017	4 558	4 558
rémunération exceptionnelle				23 378 *
jetons de présence	27 539	27 539	27 655	27 655
avantages en nature	4 752	4 752	4 752	4 752
TOTAL	317 817	317 817	311 453	334 831

- régularisation d'omissions dues sur les exercices 2008, 2009 et 2010 versées en 2011.

Tableau 4: Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

Options attribuées à chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
---	--------------------	--	---	---	-----------------	--------------------

NEANT						
--------------	--	--	--	--	--	--

Tableau 5: Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social						
Options levées par chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
NEANT						

Tableau 6 : Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social
NEANT
Aucune action de performance n'a été attribuée par la société en 2012

Tableau 7 : Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice
NEANT
Aucune action de performance n'est disponible en 2012

Le Président est tenu à une obligation de non concurrence, prévue contractuellement dans le cadre de son activité, susceptible d'être indemnisée à son terme par application des règles en vigueur dans la convention collective de la chimie.

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général, ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

Rémunération des autres administrateurs

Tableau 3: Tableau sur les jetons de présence		
Membres du Conseil	Jetons de présence versés en 2012 au titre de l'exercice 2011	Jetons de présence versés en 2011 au titre de l'exercice 2010

Paul de BRANCION (Président)	16 000 €	16 000 €
Patrick JARRIER (Président du Comité d'audit et membre du comité stratégique)	13 000 €	13 000 €
Pierre LAVERGNE (membre du comité d'audit)	9 000 €	9 000 €
Henri LORAIN (Vice-président du Comité d'audit)	12 000 €	12 000 €
Roger RICHARD	8 000 €	8 000 €
Aurélien KREJBICH (Membre du comité stratégique)	9 000 €	9 000 €
Elisabeth LABROILLE	8 000 €	8 000 €
Jacqueline DUTHEIL de la ROCHERE	8 000 €	8 000 €
TOTAL	83 000€	83 000€

* Autres jetons de présence versés à H.Lorain, Vice président, par des sociétés du groupe EPC : 8 400€

A l'exception du Président et du Directeur Général, les membres du Conseil d'Administration n'ont bénéficié, au cours de l'exercice, d'aucune autre rémunération ni d'aucun autre avantage en 2012.

Ils n'ont pas bénéficié de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ni d'actions gratuites.

RESULTAT SOCIAL – AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes de l'exercice écoulé, soumis à votre approbation,
se traduisent par un bénéfice de : 855.396,14 €

Montant auquel il faudra ajouter le report à nouveau antérieur de : 32.204,00 €

Formant un total disponible de : **887.600,14 €**

Nous vous proposons l'affectation suivante :

- Aux actions à titre de dividende (168.400 titres) : 336.800,00 €
- Aux parts de fondateur (29.473 parts) : 112.266,67 €

Soit un total de : 449.066,67 €

Laissant un montant reportable à nouveau de : 438.533,47 €

Il reviendra alors :

- Pour l'action : 2,00 €
- Pour la part de fondateur : 3,80 €

A titre de comparaison les dividendes versés au cours des trois derniers exercices s'élevaient à :

	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009

Pour l'action	2,00 €	0 €	0 €
Pour la part de fondateur	3,80 €	0 €	0 €

PROJET DE RESOLUTIONS

En résumé, nous vous proposons :

1. d'approuver les rapports des Commissaires aux Comptes dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes sociaux et consolidés, inventaires, bilan, compte de résultat et annexe de l'exercice 2012,
2. de donner quitus de leur gestion aux Administrateurs en fonction,
3. de proroger l'autorisation de procéder à une émission obligataire
4. de ratifier l'affectation des résultats mentionnée ci-dessus,
5. de fixer le montant des jetons de présence à 83 000 €,
6. de prendre acte du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées à l'article 225-38 du Code du Commerce et approuve en tant que de besoins lesdites opérations, et renouvelle aux Administrateurs en fonction les autorisations prévues par ledit article

Fait à Paris, le 27 mars 2013

Le Président

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté</i> <i>Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2012</i> <i>12</i>	<i>31/12/2011</i> <i>12</i>	<i>31/12/2010</i> <i>12</i>	<i>31/12/2009</i> <i>12</i>	<i>31/12/2008</i> <i>12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	5 220 400	5 220 400	5 220 400	5 220 400	5 220 400
Nombre d'actions - ordinaires	168 400	168 400	168 400	168 400	168 400
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 731 483	1 719 426	2 928 619	2 304 105	3 847 988
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	66 836	(5 587 364)	(6 755 345)	(579 605)	3 405 224
Impôts sur les bénéfices	(653 379)	(791 523)	(668 680)	(462 668)	(964 597)
Dot. Amortissements et provisions	(135 182)	(5 618 161)	(4 137 660)	4 110 180	31 573 672
Résultat net	855 396	822 320	(1 949 005)	(4 227 116)	(27 203 851)
Résultat distribué	449 067	449 067			
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	4	(28)	(36)	(1)	26
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	5	5	(12)	(25)	(162)
Dividende attribué	2	2			
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	2	2	2	2	3
Masse salariale	395 134	449 566	447 785	495 595	533 629
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	861 373	858 252	885 383	858 313	884 133

SA EXPLOSIFS ET PDTS CHIMIQUES

61, RUE GALILEE

75008 PARIS

Etats financiers au 31 décembre 2012

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>KE</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2012</i>	<i>31/12/2011</i>
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires		3 392	1	3 391	2
Fonds commercial					1 795
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		4 814	17	4 798	4 238
Constructions		4 824	4 209	616	612
Installations techniques, matériel, outillage		2	2		
Autres immobilisations corporelles		88	88		
Immobilisations en cours		24		24	24
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations		101 305	23 821	77 484	76 491
Créances rattachées à des participations		10 385	4 191	6 194	10 023
Autres titres immobilisés		0		0	0
Prêts		356	278	78	78
Autres immobilisations financières		150		150	150
ACTIF IMMOBILISE		125 341	32 607	92 735	93 412
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes		435		435	503
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés		375	72	303	264
Autres créances		29 353	3 556	25 797	24 232
Capital souscrit et appelé, non versé					
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement		2 478		2 478	2 516
(dont actions propres : 2 478)					
Disponibilités		201		201	353
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		8		8	79
ACTIF CIRCULANT		32 850	3 628	29 222	27 948
Charges à répartir sur plusieurs exercices		103		103	
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL		158 294	36 235	122 060	121 360

BILAN PASSIF

Rubriques	KE	31/12/2012	31/12/2011
Capital social ou individuel dont versé :	5 220	5 220	5 220
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence :		2 328	2 328
Réserve légale		522	522
Réserves statutaires ou contractuelles		1 740	1 740
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		59 762	60 171
Report à nouveau		32	(782)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		855	822
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		282	171
CAPITAUX PROPRES		70 742	70 193
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		406	813
Provisions pour charges			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		406	813
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires		4 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		30 611	32 760
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		5 986	6 664
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 431	1 785
Dettes fiscales et sociales		343	318
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		7 881	8 424
Autres dettes		635	391
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		50 888	50 342
Ecarts de conversion passif		23	11
TOTAL GENERAL		122 060	121 360

Résultat de l'exercice en centimes

855 396,14

AZERFG
SDFG

Total du bilan en centimes

122 059 600,38

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>KE</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2012</i>	<i>31/12/2011</i>
Ventes de marchandises					44
Production vendue de biens					
Production vendue de services		1 731		1 731	1 675
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		1 731		1 731	1 719
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				141	132
Autres produits				78	84
PRODUITS D'EXPLOITATION				1 950	1 935
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					44
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)					
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				3 763	4 157
Impôts, taxes et versements assimilés				306	281
Salaires et traitements				395	450
Charges sociales				861	858
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				41	35
Sur immobilisations : dotations aux provisions					
Sur actif circulant : dotations aux provisions					
Pour risques et charges : dotations aux provisions					
Autres charges				82	89
CHARGES D'EXPLOITATION				5 448	5 915
RESULTAT D'EXPLOITATION				(3 498)	(3 979)
OPERATIONS EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations				3 359	3 084
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				161	686
Autres intérêts et produits assimilés				1 688	316
Reprises sur provisions et transferts de charges				8 871	4 942
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	2
PRODUITS FINANCIERS				14 079	9 029
Dotations financières aux amortissements et provisions				9 409	2 197
Intérêts et charges assimilées				1 668	3 239
Différences négatives de change				0	19
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				11 078	5 455
RESULTAT FINANCIER				3 002	3 574
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				(497)	(405)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>KE</i>	<i>31/12/2012</i>	<i>31/12/2011</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		57	59
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2	2 437
Reprises sur provisions et transferts de charges		811	1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		870	2 497
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		9	86
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		57	1 874
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		105	101
CHARGES EXCEPTIONNELLES		171	2 061
RESULTAT EXCEPTIONNEL		699	436
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices		(653)	(792)
TOTAL DES PRODUITS		16 899	13 461
TOTAL DES CHARGES		16 043	12 639
BENEFICE OU PERTE		855	822



ANNEXE COMPTABLE
EPC SA

Annexe comptable au bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31 Décembre 2012, dont le total est de 122.060.000 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 16.899.000 € et dégagant un bénéfice de 855.000 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre. Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les Sociétés GENISSIAT PARTICIPATIONS et SOCCAP ont fait l'objet de transmission universelle de patrimoine en date du 2 Avril 2012 avec effet au 4 Mai 2012.

Evolution dans le litige DGC

Par un arrêt du 1^{er} mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010, et a décidé que les demandes des sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) étaient irrecevables sur le fondement contractuel et mal fondées sur le terrain délictuel, et les a déboutées de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant in solidum à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Cet arrêt, qui est exécutoire, leur fait obligation de rembourser à EPC la somme de 811 000 € versée en exécution du jugement de première instance. DGC et FC se sont exécutées en mars 2012.

Le 4 avril 2012, FC/DGC se sont pourvues en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 1^{er} mars 2012.

La Cour de cassation, par un arrêt du 12 février 2013, a partiellement cassé l'arrêt d'appel mais seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel.

Cet arrêt restreint de façon majeure les possibilités de réclamations de DGC et FC à l'encontre d'EPC puisque l'arrêt d'appel est devenu définitif en tant qu'il a déclaré FC et DGC irrecevables en leurs actions en responsabilité contractuelle.

S'il ne permet pas de clore définitivement le contentieux, il renforce EPC dans sa conviction que la réclamation de DGC et FC est sans fondement.

Evolution dans le dossier STIPS TI

Comme déjà mentionné dans l'Annexe de l'exercice 2011, le 26 octobre 2011, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C, qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées au 31 décembre 2011.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du groupe.

A la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC qui estime avoir été victime d'escroqueries et a déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

Emission Obligataire

EPC a procédé le 12 octobre 2012 à une émission obligataire d'un montant de 4 millions d'Euros. Cette émission a été intégralement souscrite par le fonds Micado France 2018. Cette opération permet au Groupe de soutenir son développement tout en diversifiant ses sources de financement.

Le chiffre d'affaires est resté identique à celui de l'exercice 2011, soit 1.7 M€.

Les dividendes s'élèvent à 3.3 M€, soit une augmentation d'environ 9 % par rapport à 2011.

Le résultat net s'établit à 0,8 M€ comme en 2011.

2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présupposant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 – EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE

Evènements survenus depuis la clôture

EPC a initié il y a quelques mois une consultation auprès de ses partenaires bancaires en vue de mettre en place un refinancement de ses dettes court et moyen terme, tout en mettant en place une enveloppe de Capex pour financer les développements futurs du Groupe tant par croissance externe qu'à travers des projets endogènes. Les principaux partenaires bancaires d'EPC (Société Générale, BNP Paribas et LCL) ont tous répondu présents et ont accepté de participer à cette importante opération où BNP Paribas exerce le rôle d'arrangeur. L'ensemble de la documentation qui porte sur une ligne totale de 38 millions d'Euros sur cinq ans a été signée le 26 Février 2013. Les conditions préalables ayant été intégralement levées le même jour, ce contrat est aujourd'hui en vigueur.

4 – NOTES SUR LE BILAN

Sauf indication particulière, les montants ci-après, sont exprimés en milliers d'Euros.

4.1 – Etat de l'actif immobilisé

DESIGNATION	Immob. incorp.	Immob. corporelles	Immob. financières	TOTAL
Valeur brute début	1.797	9.242	116.838	127.877
Acquisitions, apports, créations	*1.595	601	3.118	5.314
Cessions et mises hors service		-91	-7.759	-7.850
Valeur brute fin.....	3.392	9.752	112.197	125.341

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation).

(*) Il s'agit des malis techniques consécutifs aux TUP des Sociétés SOCCAP et GENISSIAT, dont détail ci-dessous :

Bien	Valeur comptable sociale nette	Valeur réelle	Plus-Value latente	Affectation au Mali
<i>Actifs figurant dans les comptes de la Société Génissiat :</i> Titres EPC FRANCE	676	1.254	578	185
<i>Actifs ne figurant pas dans les comptes de Génissiat :</i>	-----NEANT-----			

Bien	Valeur comptable sociale nette	Valeur réelle	Plus-Value latente	Affectation au Mali
<i>Actifs figurant dans les comptes de la Société SOCCAP</i> Titres NITROKEMFOR GUINEE	321	1.755	1.434	1.410
<i>Actifs ne figurant pas dans les comptes de SOCCAP :</i>	-----NEANT-----			

4.2 – Etat des amortissements

DESIGNATION	Immob. incorporelles	Immob. corporelles	TOTAL
Amort. cumulés début exercice.....		4.369	4.369
Reprise amorts TUP SOCCAP.....		2	2
Reprise s/cession et mises hors service		-91	-91
Dotation p/dépréciation linéaire.....		37	37
Amort. cumulé fin exercice.....		4.317	4.317

TAUX USUELS D'AMORTISSEMENT PRATIQUES		
Logiciels	LINEAIRE	12 mois
Constructions		
- Constructions en dur, merlons.....	LINEAIRE	30 ans
- Constructions légères, clôtures, pistes.....	LINEAIRE	15 ans
Matériel et outillage	DEGRESSIF	8 ans
Installations générales et agencements ...	LINEAIRE	10 ans
Matériel de transport		
- Véhicules	LINEAIRE	5 ans
- Autres.....	DEGRESSIF	5 ans
Matériel de bureau	DEGRESSIF	3 ans
Mobilier de bureau	LINEAIRE	10 ans

4.3 – Participations

	Valeur début d'exercice	Acquisitions Augmentat.	Acquisitions TUP	Cessions Diminut.	TUP	Valeur fin d'exercice
Titres non cotés	92.122	1.824	1.172	57	3.244	91.817
Autres titres	9.488					9.488
TOTAL.....	101.610	1.824	1.172	57	3.244	101.305

Les acquisitions se décomposent comme suit :

Titres non cotés :

- Titres EPC COTE D'IVOIRE.....	10
- Augmentation capital KEMEK US.....	152
- Augmentation capital GALILEO.....	1.662

Cessions de titres :

Dissolution SCI DE LA PAIX.....	57
---------------------------------	----

Acquisitions TUP :

- Titres NITROKEMFOR GUINEE.....	321
- Titres EPC FRANCE.....	683
- Titres SCI DE LA PAIX	57
- Actions NITROKEMFOR SENEGAL.....	109
- Actions NITROKEMFOR SERVICES.....	2

Les titres SOCCAP ont été sortis à leur valeur comptable soit 2.172 K€

Les titres GENISSIAT ont été sortis à leur valeur comptable soit 1.072 K€

4.4 - Créances rattachées à des participations

Leur valeur brute se décompose ainsi :

- GALILEO EXPLOSIVOS	3.846
- EPC BELGIQUE	111
- DGO M3.....	91
- EPC DEUTSCHLAND SPRENGSTOFFE ..	5.941
- EPC France.....	128
- MINEXPLO	186
- EPC UK.....	6
- E.E.I.....	56
- MARODYN.....	20
	<hr/>
	10.385

4.5 – Prêts

Il s'agit pour l'essentiel du prêt DFC soit 270 K€

4.6 – Autres immobilisations financières

Il s'agit du dépôt de garantie OSEO pour 150 K€

4.7 -Filiales et participations (voir tableau joint)

4.8 – Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	10.891	6.432	4.459
Créances rattachées à des participations	10.385	6.385	4.000
Prêts.....	356	47	309
Autres immobilisations financières.....	150		150
ACTIF CIRCULANT	30.171	29.801	370
Avances et acomptes versés	435	65	370
Créances clients et comptes rattachés.....	375	375	
Créances liées à l'intégration fiscale	293	293	
Créances fiscales IS	420	420	
Créances fiscales TVA	282	282	
Créances sociales.....			
Avances en trésorerie EPC MINETEK EUROPE.....	9.472	9.472	
Avances en trésorerie SONOUVEX.....	190	190	
Avances en trésorerie EPC MINETECH	15.218	15.218	
Avances en trésorerie S.M.A.....	2.450	2.450	
Avances en trésorerie EPC NORGE.....	575	575	
Intérêts à recevoir EPC FRANCE.....	17	17	
Créance SERAFINA.....	3	3	
Créances royalties EXCHEM.....	228	228	
Dividendes à recevoir EPC BELGIQUE.....	21	21	
Dividendes à percevoir EPC SVERIGUE.....	62	62	
Autres créances	122	122	
Charges constatées d'avance	8	8	
TOTAL GENERAL	41.062	36.233	4.829

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Autres emprunts obligataires.....	4.000		4.000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	30.611	19.832	10.779
Emprunts et dettes financières diverses.....	8	8	
Conventions trésorerie	5.810	5.810	
Compte Courant Indivision Mr J.CHATEL.....	168	168	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1.431	1.431	
Dettes fiscales et sociales.....	343	343	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés ⁽¹⁾	7.881	421	7.460
Dettes liées à l'intégration fiscale	536	536	
Charges diverses à payer	94	94	
Autres dettes	6	6	
TOTAL GENERAL	50.888	28.649	22.239

(1) Le montant de la dette fournisseur relative à l'acquisition de la société SONOUVEX s'élève à 7.878 K€

4.9 – Charges à répartir sur plusieurs exercices

Frais d'émission de l'emprunt obligataire (amortissables sur cinq ans)

- Coût de l'emprunt	108
- Amortissement 2012	<u>-5</u>

Solde au 31.12.2012 **103**

4.10 – Valeurs mobilières de placement

Il s'agit des 16.102 actions E.P.C. rachetées en bourse pour une valeur de 2.478 k€ selon les dispositions de la loi du 24 Juillet 1966.

4.11 – Capitaux propres

Le capital est composé de 168.400 actions de 31 €. Il existe 29.473 parts de fondateurs sans valeur nominale offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation.

4.11a – Ecart de réévaluation

Il s'agit de la réserve de réévaluation (1976), non incorporée au capital.

4.11b – Réserves statutaires ou contractuelles

Il s'agit du Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève à 1.740 soit 25/75^{ème} du capital social.

4.11c – Autres réserves

Il s'agit du Fonds de prévoyance qui a supporté l'impôt.

4.11d – Tableau de variations des Capitaux Propres

Capitaux Propres au 01/01/2012	70.193
Variation du capital	0
Variation de l'écart de réévaluation	0
Variation des autres fonds propres	-417
Variation des provisions réglementées	111
Résultat de l'exercice	855
Capitaux Propres au 31/12/2012	70.742

4.12 – Etat des provisions

Méthodes d'évaluation des provisions

- Provisions réglementées
 - Les dotations et reprises ont été pratiquées en application de la législation fiscale en vigueur.

- Provisions pour risques et charges

Leur montant tient compte des événements connus et identifiables permettant une estimation précise des risques et charges.

- Provisions pour dépréciations des immobilisations financières
 - Dépréciation des titres :

Les titres de participations figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition hors frais d'acquisition.

Une provision est constatée :

Si la situation nette de la filiale est négative, à hauteur de 100 % de la valeur des titres.

Ou si la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, à hauteur de la différence constatée.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel d'incertitude économique, rendant difficile l'appréhension des perspectives d'activité.
 - Dépréciation des créances rattachées : une provision est constatée quand la situation nette des filiales est négative à hauteur de cette dernière.

- Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Clients : La provision est calculée sur chaque créance hors taxes dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur, en respect du principe de prudence.

Avances : une provision est constatée à hauteur de la situation nette négative des filiales non couverte par la provision pour dépréciation des créances rattachées.

	31.12.11	Dotation	Reprise	Reclassement TUP	31.12.12
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Amortissements dérogatoires	134	105		7	246
Plus values réinvesties	36				36
TOTAL	170	105		7	282
PROVISIONS POUR RISQUES					
Indemnités de non-concurrence	3		3		0
Risque filiale S.M.A.					
Risque litige DGC	810		810		
Risque NITROKEMFOR SERVICES.....			54	460	406
TOTAL	813		867	460	406
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
TITRES DE PARTICIPATION					
DEMOKRITE	23.025		1.889		21.136
NITROKEMFOR SERVICES				1	1
GALILEO EXPLOSIVOS.....	482	1.662			2.144
EPC DEUTSCHLAND SPRENGSTOFFE.....	100				100
SMA	340				340
GENISSIAT PARTICIPATIONS.....	1.072			-1.072	0
EPC MINETEK EUROPE.....	100				100
NITROKEMFOR SENEGAL.....			100	100	0
Sous-Total.....	25.119	1.662	1.989	-971	23.821
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS					
Créance GALILEO EXPLOSIVOS.....	1.301	191	1.301		191
Créance EPC DEUTSCHLAND SPRENGSTOFFE	3.059	4.000	3.059		4.000
Sous-Total.....	4.360	4.191	4.360		4.191
PRETS PROMETHEE.....	8				8
Créance D.F.C.....	609		339		270
Sous-Total.....	617		339		278
TOTAL	30.096	5.853	6.688	-971	28.290
PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF CIRCULANT					
Comptes clients.....	9		5	68	72
Avance S.M.A.	635	206	635		206
Avance EPC MINETEK EUROPE	1.316	3.350	1.316		3.350
Avance GENISSIAT	178		178		0
TOTAL	2.138	3.556	2.134	68	3.628
TOTAL GENERAL	<u>33.217</u>	<u>9.514</u>	<u>9.689</u>	<u>-436</u>	<u>32.606</u>
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
EXPLOITATION			8		
FINANCIER		9.409	8.871		
EXCEPTIONNEL		105	810		

4.13 – Charges et produits figurant au bilan en « comptes de régularisation »

Charges constatées d'avance :

Nature	Montant	Exercice de rattachement
Intérêts sur emprunt	3	2013
Commissions bancaires	1	2013
Abonnements	2	2013
Cotisations	1	2013

4.14 – Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

ACTIF

Nature du produit	Poste concerné	Montant
Intérêts courus	Créances rattachées à des participations	202
Intérêts courus.....	Prêts	75
Produits à recevoir.....	Autres créances.....	311
TVA sur factures non parvenues ..	Autres créances.....	47
Intérêts courus	Autres créances.....	227

PASSIF

Nature de la charge	Poste concerné	Montant
Factures à recevoir	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	427
Dettes sociales.....	Dettes fiscales et sociales	151
Etat	Dettes fiscales et sociales	10
Intérêts courus	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	116
Commissions bancaires.....	Autres dettes	1
Divers.....	Autres dettes	93
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	176
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes financières diverses	3

5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 – Ventilation du Chiffre d’Affaires

	FRANCE	EXPORT
Produits fabriqués.....		
Négoce		
Autres produits	1.731	
TOTAL	1.731	0

5.2 – Résultat Financier

NATURE	MONTANT
Produits	
Dividendes	3.359
Intérêts	307
Autres produits financiers.....	1.542
Reprise sur provision pour dépréciation de immobilisations financières	8.871
Total des Produits Financiers	14.079
Charges	
Intérêts bancaires	992
Autres intérêts	367
Perte sur abandon de créances	309
Pertes de change	0
Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	9.409
Total des charges financières	11.077
RESULTAT FINANCIER	3.002

5.3 – Résultat exceptionnel

NATURE	MONTANT
Plus-value sur cession de titres	2
Produits exceptionnels divers	1
Dotations aux provisions réglementées	-105
Reprises provisions exceptionnelles.....	810
Charges exceptionnelles diverses	-9
RESULTAT EXCEPTIONNEL	699

5.4 – Ventilation de l'Impôt sur les Sociétés

	Résultat avant impôt	IS Intégration fiscale	Résultat après impôt
Résultat courant	-497		-497
Résultat exceptionnel	699	+653	1.352
Résultat.....	202	+653	855

5.5 – Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

	Déb. exercice	Variation	Fin Exercice
1) <u>Décalages certains ou éventuels</u>			
a. Provisions réglementées			
. Amortissements dérogatoires	134	112	246
b. Charges non déductibles temporairement			
<u>A déduire l'année suivante :</u>			
. C3S.....	3		3
. Jetons de présence à payer.....	84	-1	83
. Plus value latente.....	11	12	23
<u>A déduire ultérieurement :</u>			
. Provisions pour risques	2	8.151	8.153
2) <u>Éléments à imputer</u>			
Déficit reportable.....	39.241	-4.493	34.748
3) <u>Éléments de taxations éventuelles</u>			
Plus-values réinvesties (art. 40).....	36		36

5.6 – Intégration fiscale

Notre Société a constitué un groupe fiscal à compter du 1er Janvier 2006.

Cette intégration a fait l'objet d'une convention d'intégration fiscale signée le 12 Septembre 2006 entre les filiales et notre Société.

Les sociétés SOCCAP et GENISSIAT PARTICIPATIONS sont sorties du groupe fiscal au 1er janvier 2012.

Les sociétés suivantes ont intégré le groupe fiscal au 1er janvier 2012 :

- ATD, NITRATES & INNOVATION.

Au titre de l'exercice 2012 les membres du groupe fiscal sont donc outre notre Société : 2B RECYCLAGE, DEMOKRITE, OCCAMAT, OCCAMIANTE, PRODEMO, DEMOSTEN, EPC MINETECH, EPC MINETEK EUROPE, S.M.A., ALPHAROC, SONOUVEX, EPC France, ATD et NITRATES & INNOVATION.

Modalités de répartition de l'impôt dû sur le résultat d'ensemble :

Le principe de répartition retenu est celui dit de « neutralité » : la charge d'impôt supportée par chacune des filiales ne pourra être supérieure à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

E.P.C. est titulaire, à l'égard des filiales bénéficiaires, d'une créance égale à la charge d'impôt constatée sur l'exercice par lesdites filiales.

Les filiales déficitaires ne constatent aucune charge d'impôt, E.P.C. constatant l'économie d'impôt à son niveau. Elles ne sont titulaires d'aucune créance sur E.P.C.

E.P.C. considère comme un gain immédiat l'économie d'impôt réalisée par le Groupe au titre des déficits des filiales remontés, et constate en produit l'économie de trésorerie réalisée au moyen du transfert des déficits fiscaux émanant des filiales du Groupe.

Les économies qui ne sont pas liées directement au déficit (en particulier économie résultant des correctifs ainsi que des crédits d'impôt des sociétés déficitaires) sont constatées, en produit ou en charge, par E.P.C., au fur et à mesure de leur réalisation.

Impact de l'intégration fiscale sur la charge d'impôt de l'exercice :

Impôt comptabilisé	Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration	Différence
- 653	0	- 653

6 – TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

6.1 – Effectif moyen

Catégories de personnel	Personnel salarié
Cadres	2
TOTAL	<u>2</u>

Ces éléments n'ont pas de signification particulière pour E.P.C., la quasi-totalité du personnel administratif du siège étant salariée de la Société ADEX qui apporte son concours aux sociétés du Groupe.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

6.2 – Eléments concernant les entreprises liées et les participations

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lien de participation
Participations.....	101.225	8
Créances rattachées à des participations.....	10.385	-
Prêts	-	-
Avances acomptes versés sur commandes	-	-
Créances clients et comptes rattachés.....	364	-
Autres créances	28.639	-
Emprunts et dettes financières diverses.....	5.810	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	897
Dettes s/immob. et comptes rattachés.....	-	-
Autres dettes	518	-
Dettes sociales.....	-	-
Produits financiers	5.192	10
Charges financières	164	-
Reprises provisions sur participations	8.871	-
Dotations provisions sur participations	9.409	-

Entreprises liées :

Ce sont celles comprises dans le périmètre de consolidation de E.P.C. (voir annexe des comptes consolidés) ainsi que les sociétés suivantes :

- SICIEX et EPC CONGO.

Les entreprises avec lien de participation :

- ADEX.

6.3 – Propositions sur l'affectation du résultat (en Euros)

DESIGNATION	ORIGINE	AFFECTATION
Report à nouveau antérieur	32.204,00	
Résultat de l'exercice.....	855.396,14	
TOTAL	887.600,14	
<u>Dividendes :</u>		
- Actions		336.800,00
- Parts		112.266,67
<u>Affectations aux réserves :</u>		
Autres réserves		438.533,47
<u>Report à nouveau :</u>		
TOTAL	<u>887.600,14</u>	<u>887.600,14</u>

6.4 – Engagements financiers

6.4.1 – Engagements donnés

Garantie donnée à :

Le LCL pour le prêt de 6,5 M€ accordé à notre société Nantissement 27 % des titres EPC France valeur brute.....	3.211
La Société Générale pour les découverts bancaires et cautions accordés à notre filiale allemande : EPC Deutschland Sprengstoffe à hauteur de	3.500
La Banca Nazionale del Lavoro pour les lignes de crédit ouvertes à notre filiale italienne : S.E.I. EPC ITALIA à hauteur de	3.183
La Société Générale Maroc pour les lignes de crédit ouverte à notre filiale marocaine : MARODYN à hauteur de	12.500 K DHM
La B.M.C.I. pour les lignes de crédit ouverte à notre filiale marocaine : MARODYN à hauteur de	6.500 K DHM

La Société Générale sur caution de marché	1.500 K US \$
Caution solidaire et indivise de notre filiale EPC France à QBE Insurance pour les garanties environnementales.....	1.800
Caution solidaire de notre filiale EPC France pour le prêt accordé par la Société Générale à celle-ci.....	500
Caution solidaire et indivise de notre filiale EPC France de la contre garantie donnée à QBE Insurance pour le cautionnement installations classées.....	479
La Société Générale de banques en Guinée pour les crédits et facilités de caisse ouverts à nos filiales :	
NITROKEMFOR GUINEE à hauteur de	2.534 K\$
et.....	2.000.000 KGNF
NITROKEMINE GUINEE à hauteur de	2.349 K\$
et.....	3.000.000 KGNF
La Société Générale Varsovie pour les crédits accordés à notre sous-filiale EPC POLSKA.....	3.200 KPLN
La Komerčni Banka Prague pour les crédits accordés à notre sous-filiale EPC CESKA.....	4.000 KCZK
La Société Générale de Banque au Sénégal pour les crédits accordés à notre filiale NITROKEMFOR SENEGAL.....	77 MCFA

6.5 – Rémunérations des organes d'administration et de direction (en Euros) :

Exercice 2012 :	392.713
Exercice 2011 :	385.165

6.6 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Cette information est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe EPC.

6.7 – Inventaire des titres de participation détenus en portefeuille au 31 Décembre 2012

(en Euros)

(Montants nets : brut – provision)

84.997	Actions Démokrite	13.713.000,00
476.554	Actions SONOUVEX	9.423.491,00
400	Actions SMA	0
10.000	Actions EPC MINETECH.....	1.000.000,00
1.000	Actions EPC MINETEK EUROPE	0
	Titres de placement et de participation dont la valeur d'inventaire férieure à 15.245 €. par catégorie de titres ou par participation....	7.500,00
	Titres de participation dans les Sociétés Immobilières.....	57.175,36
60.642	Actions EPC France	11.476.354,65
2.041	Titres EPC SVERIGE	11.514.675,00
1.696.245	Actions EXCHEM Plc Ordinaires 50	5.476.303,80
602.392	Actions EXCHEM Plc Deferred 10	462.188,36
1.000.231	Actions S.E.I. EPC ITALIA.....	3.462.049,20
100	Parts EPCapRé	3.000.000,00
762	Actions MARODYN	1.735.814,45
116.965	Parts EPC EXPLO MAROC.....	1.504.460,16
31.800	Parts Société EPC CAMEROUN.....	945.074,40
37.500	Actions KEMEK Limited	648.414,32
66	Actions EPC BELGIQUE	572.248,18
39.989	Actions GALILEO EXPLOSIVOS	-0.10
178.500	Actions MINING EXPLOSIVES Ltd	225.521,16
439	Actions NITRATES ET INNOVATION.....	644.041,90
262.500	Titres KEMEK US Limited.....	341.249,80
39.998	Parts EPC GUINEE.....	479.000,00
150.000	Parts EPC CRODA.....	120.270,84
704	Parts EPC GABON.....	374.569,67
9.400	Actions SMG.....	1.137.000,00
26.533	Actions ALPHAROC.....	8.005.000,00
16.900	Parts NITROKEMFOR SENEGAL.....	599.274,83
2.500	NITROKEMFOR GUINEE.....	321.375,00
	Titres de participation dans diverses sociétés étrangères.....	237.903,68
		<u>77.483.955,66</u>

(pour mémoire actions propres : 16.102 actions, valeur nette 2.478.067,92)

6.8 - La Société E.P.C. est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe E.P.C.

	(en milliers de la monnaie locale)		Brute	Nette	(en milliers d'euros)					
1. - Renseignements détaillés :										
A - Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)										
EPC SVERIGE AB Hugelsta - 635 02 ESKILTUNA (Suède)	204 KSEK	52.978 KSEK	11 515	11 515	21 766	416	122 1	EUR = 8,58		
EPC DEUTSCHLAND SPRENGSTOFFE GMBH 66424 HOMBURG/SAAR (Allemagne)	100 KEUR	(3.890) KEUR	100		8 739	-240				
E.P.C. MINETECH 61, rue Gallée - 75008 PARIS	1.000 KEUR	(1.302) KEUR	1.000	1.000	684	-292				
E.P.C. MINETEK EUROPE 61, rue Gallée - 75008 PARIS	100 KEUR	(3.450) KEUR	100		0	-2 034				
SOCIETE MINE AFRIQUE 61, rue Gallée - 75008 PARIS	40 KEUR	(246) KEUR	340		2 868	429				
NITROKEMFOR SENEGAL Route de l'Aéroport - Lot n°82 - Ngor Almadies DAKAR (SENEGAL)	217 400 KXOF	583.220 KXOF	599	599	4.902	67	1	EUR = 655,		
EPCap Ré S.A. 6B, route de Trèves L-2633 SENNINGERBERG - LUXEMBOURG	3.000 KEUR	0 KEUR	3.000	3.000	790	0				
EPC CAMEROUN 15, rue Castelnau Prolongée - AKWA -DOUALA (CAMEROUN)	159.000 KXAF	264.520 KXAF	945	945	3.333	259	255	1 EUR = 655,		
SOCIETE GABONAISE D'EXPLOSIFS Galerie Les Jardins d'Ambro - MBOLO - LIBREVILLE - (GABON)	3.520 KXAF	458.874 KXAF	375	375	4.470	291	104	1 EUR = 655,		
ALPHAROC 42 Avenue du Progrès - 69680 CHASSIEU	425 KEUR	5 029 KEUR	8.005	8.005	27.830	-29				
EPC FRANCE 4 rue de Saint-Martin - 13310 SAINT-MARTIN DE CRAU	4.669 KEUR	3.163 KEUR	11.476	11.476	46.234	-1.104				
NITROKEMFOR GUINEE Immeuble Cherif Diallo - BO 4044 CONAKRY - REPUBLIQUE DE GUINEE	50 000 KGNF	5.318.000 KGNF	321	321	3.584	215	1	EUR= 9.255		
SONOUVEX 61, rue Gallée - 75008 PARIS	7.625 KEUR	(83) KEUR	9.423	9.423	355	-74				
DEMOKRITE 4, rue Racine - 44000 NANTES	8.500 KEUR	5.213 KEUR	34.849	13.713	876	1.889				
SEIEPC ITALIA Via Cefalonia 70 - 25124 BRESCIA - ITALIE	520 KEUR	21.901 KEUR	3.462	3.462	18.634	-1 239	100			
EPC GUINEE Camayenne Immeuble Fofana - Dixinn - CONAKRY - REP. DE GUINEE	400.000 KGNF	8.374.000 KGNF	479	479	5.156	365	233	1 EUR= 9.255		
GALILEO EXPLOSIVOS Calle GOYA , 18 - MADRID ESPAGNE	481 KEUR	(4) KEUR	2 144	0	0	-1				
EPC EXPLO MAROC Angle Rue Faker et Kamel - 20059 CASABLANCA (MAROC)	11.700 KMAD	42.006 KMAD	1.504	1.504	11.189	505	1	EUR = 11,1,		
MARODYN Angle Rue Faker et Kamel - 20059 CASABLANCA (MAROC)	4.000 KMAD	17.027 KMAD	1 736	1 736	7.839	89	1	EUR = 11,1,		
EPC UNITED KINGDOM PLC Venture Crescent - Alfreton - Derbyshire DE55 7RA (ANGLETERRE)	990 KGBP	7.587 KGBP	5.938	5.938	70.279	1.046	565	1 EUR = 0,81		
NITRATES ET INNOVATION 61, rue Gallée - 75008 PARIS	26 KEUR	1.154 KEUR	644	644	1.387	159				
EPC BELGIQUE rue du Bois de Huy 5D - 4540 AMAY (BELGIQUE)	62 KEUR	239 KEUR	572	572	2.669	69	21			
MINING EXPLOSIVES LIMITED Venture Crescent - Alfreton - Derbyshire DE55 7RA (ANGLETERRE)	350 KGBP	59 KGBP	225	225	1.240	55	1	EUR = 0,81		
B - Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)										
KEMEK Maynooth Business Campus - Maynooth co KILDARE (IRLANDE)	683 KEUR	11.526 KEUR	648	648	12.299	1.039	152	Chiffres cons		



**Comptes consolidés 2012
du groupe EPC**



Etats financiers annuels consolidés 2012

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012	4
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2012.....	5
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2012.....	6
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012	7
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	9

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011 Retraité	Exercice 2011 Publié
<i>Activités poursuivies</i>				
Produit des activités ordinaires	5.1	322 327	324 629	324 629
Autres produits		3 356	1 764	1 764
Achats consommés		(155 767)	(155 521)	(155 521)
Autres achats et charges externes	5.2	(77 320)	(76 667)	(76 667)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.3	423	(131)	(131)
Charges de personnel	5.4	(73 721)	(70 432)	(70 432)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(13 405)	(12 789)	(12 789)
Dotations et reprises de provisions		1 342	1 920	1 920
Autres produits et charges d'exploitation	5.5	(693)	(3 347)	(4 068)
Résultat opérationnel courant		6 542	9 426	8 705
Autres produits et charges opérationnels	5.6	(1 652)	(2 391)	(2 391)
Résultat opérationnel		4 890	7 035	6 314
Coût de l'endettement financier net	5.8	(4 016)	(2 878)	(2 878)
Autres produits et charges financiers	5.8	(1 361)	(1 595)	(1 595)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6.4	1 847	1 663	1 663
Résultat avant impôt		1 360	4 225	3 504
Impôt sur les résultats	5.9	(4 780)	(3 396)	(2 675)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		(3 420)	829	829
Résultat net des activités abandonnées	8	1 183	(1 706)	(1 706)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		(2 237)	(877)	(877)
Résultat net – part du groupe		(2 447)	(1 402)	(1 402)
Résultat net – part des minoritaires		210	525	525
Résultat par action	5.10	(12,05)	(6,90)	(6,90)
Résultat par part de fondateur	5.10	(20,76)	(11,89)	(11,89)
Résultat dilué par action	5.10	(12,05)	(6,90)	(6,90)
Résultat dilué par part de fondateur	5.10	(20,76)	(11,89)	(11,89)

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
 AU 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011 Publié
Résultat net total	(2 237)	(877)
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	545	1 467
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	(199)	209
Ecarts actuariels (nets d'impôt)	(2 743)	(3 340)
Variation des instruments financiers (nets d'impôt)	(37)	(299)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2 434)	(1 963)
Résultat global	(4 671)	(2 840)
<i>dont quote-part du Groupe</i>	<i>(4 686)</i>	<i>(3 175)</i>
<i>dont quote-part revenant aux minoritaires</i>	<i>15</i>	<i>335</i>

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2012

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011 Publié
ACTIF			
Ecart d'acquisition	6.1	31 698	31 439
Immobilisations incorporelles	6.2	787	466
Immobilisations corporelles	6.3	90 591	86 028
Participations dans les entreprises associées	6.4	4 328	4 228
Autres actifs financiers non courants	6.6	4 314	1 093
Actifs d'impôts différés	6.12	10 062	10 371
Autres actifs long terme		765	176
Total actifs non courants		142 545	133 801
Stocks	6.7	30 616	29 329
Clients et autres débiteurs	6.8	94 857	99 176
Créances fiscales		1 108	898
Actifs financiers courants		-	-
Autres actifs courants		2 902	3 671
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	18 980	24 682
Total actifs courants		148 463	157 756
Groupes d'actifs destinés à être cédés	9	-	-
TOTAL ACTIF		291 008	291 557
PASSIF			
Capital	6.10	5 220	5 220
Réserves		93 040	97 270
Résultat net de l'exercice – part du groupe		(2 447)	(1 402)
Capitaux propres part du groupe		95 813	101 088
Intérêts minoritaires		2 197	2 554
Capitaux propres		98 010	103 642
Dettes financières non courantes	6.11	21 388	27 539
Passifs d'impôts différés	6.12	1 390	1 088
Provisions pour avantages aux salariés	6.13	15 076	12 048
Autres provisions non courantes	6.14	18 440	20 993
Autres passifs long terme		300	216
Total passifs non courants		56 594	61 884
Fournisseurs et autres créditeurs	6.15	79 912	80 506
Dettes d'impôt		1 344	942
Dettes financières courantes	6.11	49 911	39 750
Autres provisions courantes	6.14	2 682	2 972
Autres passifs courants		2 555	1 861
Total passifs courants		136 404	126 031
Total dettes		192 998	187 915
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	9	-	-
TOTAL PASSIF		291 008	291 557

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011 Publié
Résultat net consolidé		(2 237)	(877)
Elim. du résultat des mises en équivalence		(1 847)	(1 663)
Elim. des amortissements et provisions		9 826	10 023
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(692)	340
Elim. de l'effet d'actualisation		981	865
Elim. des produits de dividendes		(140)	-
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		5 891	8 688
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.9	4 827	2 553
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.8	4 016	2 878
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		14 734	14 119
Incidence de la variation du BFR	6.16	1 239	1 691
Impôts payés		(3 127)	(3 286)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		12 846	12 524
Incidence des variations de périmètre	6.17	-	(6 093)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(13 115)	(9 988)
Acquisition d'actifs financiers		(408)	(114)
Variation des prêts et avances consentis		(1 386)	(829)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 046	2 098
Cession d'actifs financiers		7	4
Dividendes reçus		1 688	1 648
Variation nette des placements court terme		-	(38)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(11 168)	(13 312)
Augmentation de capital		-	-
Emission d'emprunts	6.11	18 986	11 177
Remboursement d'emprunts	6.11	(12 951)	(21 124)
Intérêts financiers nets versés		(3 955)	(2 847)
Transactions entre actionnaires : acquisitions/cessions partielles		(278)	(575)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(415)	-
Dividendes payés aux minoritaires		(135)	(196)
Autres flux liés au financement (2)		-	(1 064)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 252	(14 629)
Incidences de la variation des taux de change		21	(199)
Incidence des changements de principes comptables		-	-
Variation de la trésorerie		2 951	(15 616)
Trésorerie d'ouverture	6.9	12 851	28 467
Trésorerie de clôture	6.9	15 802	12 851
Variation de trésorerie		2 951	(15 616)

* Les flux de trésorerie présentés ci-dessus incluent les activités abandonnées présentées en page 8.
(1) Les autres flux de financement correspondent aux engagements bancaires pris par le groupe pour le compte du groupe STIPS TI.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011 Publié
Résultat net consolidé	1 183	(1 703)
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	1 663	(1 685)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	221	(128)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	20	153
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	9	-
Incidences de la variation des taux de change	1	3
Variation de la trésorerie	250	28
Trésorerie d'ouverture	(178)	(206)
Trésorerie de clôture	72	(178)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Décembre 2012

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 1er janvier 2011	5 220	(2 478)	103 039	(1 773)	104 008	3 512	107 520
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(3 389)	1 616	(1 773)	(190)	(1 963)
Résultat net de l'exercice	-	-	(1 402)	-	(1 402)	525	(877)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(4 791)	1 616	(3 175)	335	(2 840)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	(170)	(170)
Variations de périmètre (1)	-	-	255	-	255	(1 123)	(868)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2011 Publié	5 220	(2 478)	98 503	(157)	101 088	2 554	103 642
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(2 700)	461	(2 239)	(195)	(2 434)
Résultat net de l'exercice	-	-	(2 447)	-	(2 447)	210	(2 237)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(5 147)	461	(4 686)	15	(4 671)
Dividendes versés	-	-	(415)	-	(415)	(146)	(561)
Variations de périmètre (1)	-	-	(174)	-	(174)	(226)	(400)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2012	5 220	(2 478)	92 767	304	95 813	2 197	98 010

(1) Les variations de périmètre sur 2011 et 2012 sont liées à des prises de participation complémentaire de sociétés consolidées dont le groupe avait déjà le contrôle



Annexe aux états financiers annuels consolidés 2012

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	13
2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	13
2.1. Poursuite des simplifications juridiques.....	13
2.2. Evolution dans le litige DGC	13
2.3. Evolution dans le dossier STIPS TI	14
2.4. Signature d'un nouveau contrat en Guinée	14
2.5. Signature de deux contrats importants dans le domaine des Travaux Publics.....	14
2.6. Aboutissement favorable d'une réclamation sur un chantier à la réunion.	14
2.7. Prise du lot de forage minage sur la LGV Bretagne Pays de Loire (BPL).	15
2.8. Signature d'un important contrat d'exploitation de carrière en République Tchèque ..	15
2.9. Signature d'un contrat dans la démolition.....	15
2.10. Emission Obligataire	15
2.11. Démarrage de l'activité KEMEK aux Etats-Unis	15
3. PRINCIPES COMPTABLES	16
3.1. Principes généraux et normes comptables	16
3.2. Méthodes de consolidation.....	18
3.3. Règles et méthodes d'évaluation.....	21
3.4. Evolution du périmètre de consolidation	30
4. INFORMATION SECTORIELLE	30
4.1. Informations comparatives	31
4.2. Résultats sectoriels	32
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie.....	33
4.4. Investissements sectoriels	34
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	35
5.1. Produits des activités ordinaires.....	35
5.2. Autres achats et charges externes.....	35
5.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	35
5.4. Charges de personnel	36
5.5. Autres produits et charges d'exploitation.....	36
5.6. Autres produits et charges opérationnels	37
5.7. Frais de recherche et développement	37
5.8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	38
5.9. Impôt sur les résultats.....	38
5.10. Résultat par action	40
6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	42
6.1. Écarts d'acquisition	42
6.2. Immobilisations incorporelles	45
6.3. Immobilisations corporelles	46
6.4. Participation dans les entreprises associées	47
6.5. Participation dans les co-entreprises	48
6.6. Autres actifs financiers non courants	48
6.7. Stocks et en cours.....	49
6.8. Clients et autres débiteurs	49
6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	50
6.10. Capital	50
6.11. Dettes financières	51
6.12. Impôts différés au bilan.....	54
6.13. Provisions pour avantages aux salariés	54

6.14. Autres provisions.....	57
6.15. Fournisseurs et autres créditeurs	58
6.16. Besoin en Fonds de Roulement.....	58
6.17. Incidence des variations de périmètre	58
6.18. Engagements financiers.....	59
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	59
7.1. Contrôle.....	59
7.2. Relation avec les filiales.....	59
7.3. Rémunération du personnel dirigeant-clé	59
7.4. Transactions avec des parties liées.....	60
8. ABANDONS D'ACTIVITES	60
8.1. Arrêt des activités de BFMS	60
8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services	61
8.3. Arrêt des activités Océan Indien	61
8.4. Arrêt des activités de EEI.....	61
8.5. Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales	61
9. ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	62
10. SOCIETES DU GROUPE.....	62
11. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	64
12. ÉVENEMENTS POST CLOTURE	64
12.1. Mise en place de nouveaux financements Moyen-Terme.....	64
12.2. Décision arbitrale en faveur du groupe EPC dans le litige Etruscan	65
12.3. Engagement de nouveaux processus de fusion	65
12.4. Signature d'un important contrat chez KEMEK USA	65
12.5. EPC Cote d'ivoire	65

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2013, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1. Poursuite des simplifications juridiques

La société Kinsite qui assurait la distribution des produits explosifs d'EPC France en région Rhône Alpes a été cédée par EPC SA à EPC France en décembre 2011. Cette société a été fusionnée par Transfert Universel de Patrimoine (TUP) avec EPC France en date du 5 janvier 2012.

Les sociétés holding Génissiat Participations et SOCCAP ont été fusionnées également par Transfert Universel de Patrimoine (TUP) avec EPC SA avec effet rétroactif au 1er janvier.

2.2. Evolution dans le litige DGC

Par un arrêt du 1^{er} mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010, et a décidé que les demandes des sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) étaient irrecevables sur le fondement contractuel et mal fondées sur le terrain délictuel, et les a déboutées de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant in solidum à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Cet arrêt, qui est exécutoire, leur fait obligation de rembourser à EPC la somme de 811 000 € versée en exécution du jugement de première instance.

DGC et FC se sont exécutées en mars 2012.

Le 4 avril 2012, FC/DGC se sont pourvues en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 1^{er} mars 2012.

La Cour de cassation, par un arrêt du 12 février 2013, a partiellement cassé l'arrêt d'appel mais seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel.

Cet arrêt restreint de façon majeure les possibilités de réclamations de DGC et FC à l'encontre d'EPC puisque l'arrêt d'appel est devenu définitif en tant qu'il a déclaré FC et DGC irrecevables en leurs actions en responsabilité contractuelle.

S'il ne permet pas de clore définitivement le contentieux, il renforce EPC dans sa conviction que la réclamation de DGC et FC est sans fondement.

2.3. Evolution dans le dossier STIPS TI

Comme déjà mentionné dans le rapport 2011, le 26 octobre 2011, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C, qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées au 31 décembre 2011.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du groupe.

A la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

2.4. Signature d'un nouveau contrat en Guinée

Un contrat a été signé en Guinée en janvier 2012 par EPC Guinée avec la société Bellzone. Ce contrat, d'une durée de 3 ans renouvelable pour 2 ans supplémentaires, concerne une prestation complète de minage, de fourniture d'explosifs et des accessoires de tir pour la mine de fer de Forécariah. Sur la première période de 3 ans, le contrat représente un chiffre d'affaires cumulé attendu de 12 millions de Dollars Américains.

2.5. Signature de deux contrats importants dans le domaine des Travaux Publics

Le groupe EPC a signé deux contrats importants portant :

- d'une part chez EPC France sur la fourniture des explosifs pour l'ensemble du chantier de la LGV Sud Ouest (Tour-Bordeaux)
- d'autre part chez EPC Italia sur la fourniture des explosifs pour la modernisation par agrandissement du Port de Gênes en Italie.

2.6. Aboutissement favorable d'une réclamation sur un chantier à la réunion.

Un accord a pu être trouvé avec le client final sur le chantier de la Rivière Saint-Etienne. Cet accord qui prend acte de conditions géologiques particulièrement difficiles (et non-conformes au cahier des charges), a permis d'obtenir un marché rectificatif de plus d'un million d'Euros. Cet accord permet de couvrir une partie significative des pertes comptabilisées sur ce chantier en 2011.

2.7. Prise du lot de forage minage sur la LGV Bretagne Pays de Loire (BPL).

Alpharoc a enregistré en commande les lots de Forage Minage pour la construction de la ligne à grande vitesse Bretagne Pays de Loire. Les explosifs nécessaires à la réalisation de ce chantier qui doit durer deux ans seront fournis par EPC France

2.8. Signature d'un important contrat d'exploitation de carrière en République Tchèque

EPC Cezka a sécurisé un contrat de trois ans dans la carrière de Jakubcovice chez EUROVIA en République Tchèque. Il s'agit de la plus importante carrière du pays.

2.9. Signature d'un contrat dans la démolition

EPC à travers ses filiales Prodemo, Occamat et Occamianta a remporté le contrat de démantèlement et de démolition du site Alstom à Saint-Ouen en région parisienne. Ce contrat qui, compte tenu de son importance s'étendra sur 2012, 2013 et 2014, a été attribué aux filiales d'EPC par NEXITY promoteur de ce grand projet de reconversion de site industriel. Il confirme le positionnement du Groupe comme un acteur majeur de la démolition sur le marché Français.

2.10. Emission Obligataire

EPC a procédé le 12 octobre 2012 à une émission obligataire d'un montant de 4 millions d'Euros. Cette émission a été intégralement souscrite par le fonds Micado France 2018. Cette opération permet au Groupe de soutenir son développement tout en diversifiant ses sources de financement.

2.11. Démarrage de l'activité KEMEK aux Etats-Unis

En partenariat à 50% avec CRH, EPC à travers la structure KEMEK USA a initié son implantation sur le marché Nord-Américain. Elle s'est traduite par une activité de commercialisation d'explosifs avec les prestations de minage associées. Les premiers contrats de fourniture ont été signés en 2012.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. Principes généraux et normes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en millier d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.2. Les normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 1er janvier 2012 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- Amendements à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants » Ces amendements ont été adoptés par l'Union européenne le 29 décembre 2012, ils entrent en vigueur au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 10 « Etats financiers consolidés ». La date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 10 est fixée par l'IASB au 1er janvier 2014. Cette norme a été adoptée le 29 décembre 2012 ;
- IFRS 11 « Partenariat » annule et remplace IAS 31 "Participation dans des coentreprises" et SIC - 13 "Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des co-entrepreneurs", la date d'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2014. Cette norme a été adoptée le 29 décembre 2012 ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées. IFRS 12 est applicable à partir du 1er janvier 2014. Cette norme a été adoptée le 29 décembre 2012 ;
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur ». La date d'application fixée par l'IASB concerne les périodes annuelles débutant le 1er janvier 2013 ou après et non adoptée encore par l'UE. Cette norme a été adoptée le 29 décembre 2012 ;
- Amendements à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents ». Ces nouvelles dispositions introduisent une présomption selon laquelle l'actif est recouvert entièrement par la vente, à moins que l'entité puisse apporter la preuve que le recouvrement se produira d'une autre façon, ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Cette norme a été adoptée le 29 décembre 2012 ;
- Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » applicables à compter des exercices ouverts au 1er juillet 2012. Cette norme a été adoptée le 5 juin 2012 ;

L'amendement 2011 à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Cette norme a été adoptée par l'Union européenne le 5 juin 2012. Le groupe a choisi de ne pas anticiper son application. L'impact de l'application de cette norme n'est pas connu à ce jour.

- IFRS 9 « Instruments financiers » applicable à compter du 1er janvier 2015 et non adoptée encore par l'Union européenne ;
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » Cette interprétation a été adoptée par l'Union européenne le 29 décembre 2012 et doit être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- Amendement à IAS 32 « Instruments financiers : Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » clarifie la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » et que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net. Cet amendement a été adopté par l'Union européenne le 29 décembre 2012 et doit être appliqué rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- Amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ». Cet amendement a été adopté par l'Union européenne le 29 décembre 2012 et doit être appliqué rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

3.1.3. Conséquence de l'application de la norme IFRS 10, 11 12 sur les comptes du groupe EPC à compter de l'exercice 2014

Du fait que le groupe EPC consolide certaines filiales selon la méthode de l'intégration proportionnelle, une réflexion est en cours sur les implications de l'application de ses normes sur la présentation des comptes consolidés du groupe.

3.1.4. Changement de méthode (CVAE)

Le groupe EPC a décidé pour les exercices publiés à compter du 1er janvier 2012 de reclasser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée en impôts sur les bénéfices (CVAE). Ce changement de méthode est motivé par le fait d'avoir un traitement homogène des taxes comptabilisées en impôt sur les bénéfices au niveau de l'ensemble des filiales du groupe. La direction financière du Groupe EPC a donc jugé que la CVAE devait plutôt être assimilée à un impôt sur les bénéfices qu'à une charge opérationnelle.

Le groupe a donc reclassé en impôt sur les bénéfices au 31 décembre 2012 une charge de 831 K€ et au 31 décembre 2011 721 K€.

En millier d'euros	Résultat 2011 (retraité)	Résultat 2011 (publié)	Variation
Résultat opérationnel courant	9 426	8 705	721
Résultat opérationnel	7 035	6 314	721
Impôt sur les résultats	(3 396)	(2 675)	(721)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(877)	(877)	-

Dans le cadre de ce changement de méthode, une évaluation de l'impôt différé passif supplémentaire au titre des économies supplémentaires d'impôt qui surviendront au gré des amortissements des actifs immobilisés a été réalisée. L'impact étant peu significatif, il a été décidé de ne pas comptabiliser cet impôt différé complémentaire.

3.2. Méthodes de consolidation

3.2.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger leurs politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ce contrôle est présumé dans les cas où le Groupe détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres, part du Groupe. Le montant de leur quote-part dans le résultat net consolidé est présenté séparément dans le compte de résultat. Les pertes revenant aux minoritaires excédant leurs intérêts dans les capitaux propres de la filiale sont affectés à la participation du Groupe sauf lorsque les minoritaires sont tenus d'apporter une contribution supplémentaire pour couvrir les pertes et qu'ils sont en mesure de le faire.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupe, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% à 50% des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatées directement en capitaux propres.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée excède la valeur nette comptable de sa participation, la valeur de la participation est réduite à zéro, et le Groupe ne continue à comptabiliser sa part dans les pertes de l'entreprise associée que dans la mesure où il est responsable de ces pertes.

Co-entreprises

L'intégration proportionnelle est appliquée aux co-entreprises, c'est-à-dire aux entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, et où les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises à l'unanimité des associés (contrôle conjoint).

3.2.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3. Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.4. Activités abandonnées ou en cours de cession et actifs non courants détenus en vue de la vente

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées. Une activité abandonnée est une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique distincte.

Les groupes d'actifs et passifs dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

3.2.5. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS3 Révisée – Regroupement d'entreprises.

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

Les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition ; il s'agit de passifs ne répondant pas aux critères de constitution des provisions fixés par la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 6.1). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

3.3. Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations notamment dans un contexte de volatilité économique et financière..

3.3.2. Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont de deux types :

- Externes : matières premières, taux d'intérêts, modification substantielle du contexte réglementaire.
- Internes : incident majeur d'exploitation, baisse d'activité durable, modifications substantielles des conditions et autorisation d'exploitation.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre, la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue, et la juste valeur diminuée du coût de cession.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Au 31 décembre 2012 le groupe compte 5 UGT nommée comme suit :

- Zone Europe du Sud (France / Benelux / Italie / Espagne, Explosifs, Forage Minage),
- Zone Europe du Nord (Royaume-Uni / Irlande / Scandinavie / Epc Innovation),
- Zone Europe Centrale (Allemagne / Pologne / République Tchèque / Roumanie),
- Zone Démolition (France),
- Zone Afrique Moyen Orient (Guinée Conakry, Sénégal, Cameroun, Gabon, Maroc, Arabie Saoudite, Côte d'Ivoire)

3.3.3. Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux ainsi que des taxes sur les ventes, et après élimination des ventes intragroupe.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque les principaux risques et avantages sont transférés à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés une fois que le service est rendu ou sur la base d'un pourcentage d'avancement sur la durée du contrat.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans le cas où les prévisions de fin d'affaire sur les contrats de construction font ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement en résultat.

3.3.4. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres produits, dont résultat bénéficiaire sur opérations faites en commun

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges, dont pertes sur opérations faites en commun

3.3.5. Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).
- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris le cas échéant les effets de la comptabilité de couverture.

3.3.6. Autres produits et charges opérationnels

Pour assurer une meilleure lisibilité de la performance de l'entreprise, Le groupe présente un agrégat intermédiaire "résultat opérationnel courant" au sein du résultat opérationnel, excluant les éléments qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, de leur fréquence et/ou de leur importance relative. Ces éléments, enregistrés en "autres produits opérationnels" et "autres charges opérationnelles", comprennent notamment :

- Les charges des plans de restructurations ou de désengagement d'activités approuvés par la direction du groupe
- L'impact des variations de périmètres
- Le résultat positif ou négatif des litiges sortant de l'exploitation normale du groupe

3.3.7. Contrats de location

Contrats de location simple

Les paiements effectués au titre d'un contrat de location simple sont enregistrés en charge dans le compte de résultat, sur une base linéaire pendant la durée du contrat.
Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement pour lesquels le Groupe est preneur sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux au plus faible de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location (au taux d'intérêt implicite du contrat). Les paiements sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette.

3.3.8. Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 3 ans.

3.3.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuse	Dégressif 7 ans, coef 2.1,, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

3.3.10. Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du groupe, les coûts correspondant ont été estimés et activés. La provision est comptabilisée initialement à la mise en service de l'immobilisation en contrepartie du coût de revient amortissable de l'immobilisation. La provision, évaluée site par site, est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

Les coûts de démantèlement décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et enregistrement d'une provision correspondante.

3.3.11. Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation. Les coûts de dépollution constituent une obligation progressive qui se traduit dans les comptes consolidés par une provision.

3.3.12. Immeubles de placement

Le Groupe EPC n'est pas propriétaire d'immeubles de placement.

3.3.13. Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.14. Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères et de réduire son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêts, le Groupe peut avoir recours à des instruments financiers. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125%.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace est enregistrée en résultat
- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché des instruments financiers est généralement déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeur nationale ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur se fonde sur des estimations réalisées à l'aide de techniques d'actualisation ou autres.

3.3.15. Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

3.3.16. Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Pour les contrats d'affacturage ne répondant pas aux critères de décomptabilisation de la norme IAS 39, le retraitement de l'affacturage est opéré. Le poste « Clients » est corrigé des créances cédées et le poste « Dettes financières court terme » enregistre la dette contractée auprès de l'établissement financier.

3.3.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

3.3.18. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.19. Coûts d'emprunts

L'amortissement des frais d'émission sur la durée de vie des emprunts existants est réalisé de manière linéaire, l'écart par rapport à une méthode actuarielle étant peu significatif

3.3.20. Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables, dans la mesure où il est probable que le Groupe dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a décidé à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2012 de comptabiliser la CVAE au niveau des charges d'impôt sur les bénéfices.

3.3.21. Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.22. Avantages du personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

3.3.23. Obligations en matière de retraites

Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues. Le complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (Article 83) mis en place chez EPC en 2006 se poursuit sur l'exercice.

Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est généralement reconnu au compte de résultat.

3.3.24. Paiements en actions

Néant

3.3.25. Provisions

Conformément à IAS 37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.26. Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.27. Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.28. Gestion du risque financier

Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments est décrite en note 3.3.14.

Aucun contrat de ce type n'est en cours à la clôture.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Depuis 2009, des conventions de gestion de trésorerie ont été établies pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Risque de taux d'intérêt

Dans un contexte de taux d'intérêt faible, le groupe a décidé de convertir ses emprunts ayant les échéances les plus longues de taux variable à taux fixe en utilisant des swaps de taux.

Les emprunts bancaires en place dans le groupe restent néanmoins majoritairement à taux variable.

3.3.29. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du Groupe sont régulièrement suivis par les filiales et la Direction Financière du Groupe au fil de l'eau. Ce processus prévoit la transmission des informations relatives aux engagements données suivants :

- Effets escomptés non échus
- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

3.4. Evolution du périmètre de consolidation

3.4.1. Première consolidation de la société EPC COTE D'IVOIRE

La société EPC COTE D'IVOIRE a été créée en septembre 2012 et est consolidée pour la première fois en 2012.

3.4.2. Acquisitions complémentaires de titres

Des titres de la société SERAFINA ont été acquis auprès des minoritaires. Cette opération porte le taux d'intérêt de GALILEO EXPLOSIVOS à 80% (contre 60% au 31 décembre 2011).

Des titres de la société EPC Ceska ont été acquis suite à une recapitalisation. Cette opération porte le taux d'intérêt dans EPC Ceska à 99,31% (contre 97,46% au 31 décembre 2011).

3.4.3. Transmission Universelle de Patrimoine et dissolution de sociétés

En date du 1^{er} janvier 2012, la société suivante a été absorbée par transmission universelle de patrimoine :

- la société KINSITE a été absorbée par la société EPC France,

En date du 5 mai 2012, les sociétés suivantes ont été absorbées par transmission universelle de patrimoine :

- la société SOCCAP a été absorbée par la société EPC SA,
- la société GENISSIAT PARTICIPATIONS a été absorbée par la société EPC SA,

La société EPC SENEGAL a été absorbée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 par la société NITROKEMFOR SENEGAL.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – *secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les secteurs présentés par le Groupe reflètent l'organisation choisie par la direction générale du groupe EPC (notion de principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8, selon une analyse axée principalement sur la géographie. Les secteurs retenus sont les suivants :

- Zone 1 – Europe du Sud
- Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est
- Zone 3 – Afrique, Moyen Orient

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisée pour les états financiers consolidés.

4.1. Informations comparatives

4.1.1. Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011	Variation %
Zone 1 Europe du Sud(yc Holding)	139 702	157 744	(11,43%)
Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est	143 886	134 109	7,29%
Zone 3 - Afrique Moyen Orient	38 739	32 776	18,19%
Total	322 327	324 629	(0,71%)

4.1.2. Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011	Variation %
Zone 1 Europe du Sud (yc Holding)	139 702	144 090	(3,05%)
Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est	143 886	140 141	2,67%
Zone 3 - Afrique Moyen Orient	38 739	33 461	15,77%
Total	322 327	317 692	1,46 %

4.1.3. Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011 retraité
Zone 1 Europe du Sud (yc Holding)	376	2 217
Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est	3 606	4 861
Zone 3 - Afrique Moyen Orient	2 560	2 348
Total	6 542	9 426

4.1.4. Résultat net par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011
Zone 1 Europe du Sud (yc Holding)	(5 436)	(5 493)
Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est	455	2 705
Zone 3 - Afrique Moyen Orient	2 744	1 912
Total	(2 237)	(876)

4.2. Résultats sectoriels

4.2.1. Zone 1 - Europe du Sud (yc Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011 retraité
Produit des activités ordinaires	150 651	168 674
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(10 949)	(10 930)
Produit des activités ordinaires externe total	139 702	157 744
Résultat opérationnel courant	376	2 217
Résultat opérationnel	(893)	117
Charges financières – net	(3 274)	(2 349)
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	(4 167)	(2 232)
Impôt sur les résultats	(2 204)	(1 976)
Résultat net – activités poursuivies	(6 371)	(4 208)
Résultat net – activités abandonnées	935	(1 285)
Résultat net total	(5 436)	(5 493)

4.2.2. Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011 retraité
Produit des activités ordinaires	144 467	134 879
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(581)	(770)
Produit des activités ordinaires externe total	143 886	134 109
Résultat opérationnel courant	3 606	4 861
Résultat opérationnel	3 223	4 570
Charges financières – net	(1 169)	(1 363)
Quotes-parts de résultat des ent. Mises en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	2 054	3 207
Impôt sur les résultats	(1 599)	(503)
Résultat net – activités poursuivies	455	2 704
Résultat net – activités abandonnées	-	-
Résultat net total	455	2 704

4.2.3. Zone 3 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011 retraité
Produit des activités ordinaires	39 240	33 031
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(501)	(255)
Produit des activités ordinaires externe total	38 739	32 776
Résultat opérationnel courant	2 560	2 347
Résultat opérationnel	2 560	2 348
Charges financières – net	(934)	(762)
Quotes-parts de résultat des ent. Mises en équivalence	1 847	1 663
Résultat avant impôts	3 473	3 249
Impôt sur les résultats	(977)	(916)
Résultat net – activités poursuivies	2 496	2 333
Résultat net – activités abandonnées	248	(421)
Résultat net total	2 744	1 912

4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie

4.3.1. Zone 1 – Europe du Sud (yc Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(6 189)	(6 557)
Dot/Rep. aux provisions	2 736	836

4.3.2. Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(5 782)	(5 284)
Dot/Rep. aux provisions	295	1 307

4.3.3. Zone 3 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 434)	(948)
Dot/Rep. aux provisions	(1 689)	(223)

4.4. Investissements sectoriels

<i>En milliers d'euros</i>	2012	2011
Zone 1 - Europe du Sud (yc Holding)	5 694	4 731
Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est	2 754	2 048
Zone 3 - Afrique Moyen Orient	4 667	3 209
Investissements (incorp & corp)*	13 115	9 988

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Produits des activités ordinaires

Chiffre d'affaires publié et retraités selon IFRS5

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Chiffre d'affaires hors retraitement des activités abandonnées	324 618	326 592
Activités abandonnées	(2 291)	(1 963)
Chiffre d'affaires publié	322 327	324 629

5.2. Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Autres services extérieurs	(4 577)	(4 599)
Locations	(13 651)	(13 694)
Prestations générales Groupe (1)	(7 515)	(7 246)
Entretien et grosses réparations	(9 241)	(8 988)
Commissions sur ventes	(2 250)	(2 417)
Frais de transport	(15 417)	(16 843)
Frais de déplacement	(6 645)	(6 513)
Intérimaires	(4 058)	(3 106)
Assurance	(4 198)	(4 281)
Honoraires	(4 081)	(4 126)
Autres achats et charges externes	(5 687)	(4 854)
Total des autres achats et charges externes	(77 320)	(76 667)

(1) Prestations de services facturées par des parties liées au groupe.

5.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Production stockée de biens	119	(112)
Variation d'en-cours de production de biens	298	(46)
Variation d'en-cours de production de services	6	27
Total	423	(131)

5.4. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Rémunérations	(52 008)	(48 999)
Charges sociales	(20 140)	(19 123)
Autres charges de personnel	(1 573)	(2 310)
Total charges de personnel	(73 721)	(70 432)

La hausse des charges de personnel est liée aux effets de changes pour 1.1M€ en Grande Bretagne et en Europe de Nord

Paiements en action

Il n'existe à ce jour aucun plan d'option donnant droit à l'achat d'actions.

Effectifs consolidés au 31 décembre 2012

Catégorie de personnel	Exercice 2012	Exercice 2011
Ingénieurs et cadres	260	222
Agents de maîtrise, techniciens & employés	617	765
Ouvriers	1 000	784
Total des effectifs	1 877	1 771

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour toutes les sociétés y compris pour celles intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

5.5. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011 (retraité)*	Exercice 2011
Production immobilisée	1 706	1 649	1 649
Subventions d'exploitation	228	65	65
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	12	-	-
Produits de cession d'immobilisations	2 307	1 864	1 864
Autres produits d'exploitation	2 278	3 158	3 158
Total autres produits	6 531	6 736	6 736
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1 443)	(1 937)	(1 937)
Impôts et taxes	(3 705)	(3 494)	(4 215)
Autres charges d'exploitation	(2 076)	(4 652)	(4 652)
Total autres charges	(7 224)	(10 083)	(10 804)
Total autres produits et charges d'exploitation	(693)	(3 347)	(4 068)
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations (1)	864	(73)	(73)

(*) Impact de la Cvae (cf.note 3.2)

(1) La plus-value 2012 intègre une plus-value de 588 K€ sur la vente d'une immobilisation chez EPC Deutschland.

5.6. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produits opérationnels non courants	1 377	-
Litige DG construction (4)	710	-
Litige Billy Berclau : (1)	575	-
Autres litiges	92	
Charges opérationnelles non courantes	(3 029)	(2 391)
Litige Billy Berclau (1)	(1 735)	
Frais de restructuration (2)	(551)	(1 477)
Frais liés à l'activité défense sur EPC Italie (3)	(935)	(914)
Frais liés aux opérations avec Lutscher	(242)	
Total autres produits et charges non courants	(1 652)	(2 391)
Total autres produits	(1 652)	(2 391)

(1) Les frais de restructuration 2012 sont constitués principalement de charges de personnel liées à l'indemnisation des employés suite à l'accident de Billy Berclau en 2004. L'impact net des reprises de provisions dans les comptes s'élèvent (726) K€.

- provision majoration de rente CRAM pour (973) K€ de charges
- ajustement des provisions suite à la décision rendue par le TAS d'Arras pour 247 K€

(2) Les frais de restructuration concernent en 2012, l'Italie pour 410 K€ (fermeture de Domus Novas) et l'Irlande pour 141K€.

(3) Au 31 décembre 2012, il existe des coûts non récurrents liés à un appel en garantie sur l'activité défense pour 935 K€.

(4) Reprise de provision liée à la décision de la cour d'appel sur le litige DG construction (voir § 2 des faits marquant de l'exercice)

5.7. Frais de recherche et développement

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Dans le cadre des Normes IFRS applicables à la Recherche appliquée, le Groupe a distingué :

- les travaux de conception (études de faisabilité, définition des objectifs, définition des spécifications ...) imputables en charges sur l'exercice,
- des travaux de développement (Industrialisation) assimilables à un actif incorporel et amortissables sur plusieurs années.

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Frais de recherche (travaux de conception)	304	287
Total	304	287

L'intégralité de la R&D 2012 concerne les explosifs civils et leur mise en œuvre.

5.8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	15	105
Charges d'intérêts	(4 031)	(2 983)
Coût de l'endettement financier net	(4 016)	(2 878)
Pertes de change	(1 220)	(1 980)
Gains de change	1 064	1 646
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(174)	(203)
Charge de désactualisation des provisions	(981)	(865)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	140	-
Dotations et reprises aux provisions financières	343	-
Autres charges financières	(756)	(389)
Autres produits financiers	223	196
Autres produits et charges financiers	(1 361)	(1 595)
Total du résultat financier	(5 377)	(4 473)

5.9. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(3 269)	(2 505)
(Charge) / produit d'impôts différés	(1 511)	(170)
Total	(4 780)	(2 675)
Impôts reclassé en activités abandonnées	(47)	122
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(4 827)	(2 553)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011 (retraité)	Exercice 2011
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	696	857	136
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	(232)	(286)	(45)
Déficits reportables de la période non activés	(2 785)	(5 373)	(5 373)
Déficits activés sur la période (2)	-	1 007	1 007
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	2 117	1 936	1 936
Incidence de la variation de taux (report variable)	136	39	39
Différentiel de taux sur résultat étranger	(186)	276	276
Autres différences (3)	(3 830)	(995)	(515)
Impôt effectivement comptabilisé	(4 780)	(3 396)	(2 675)
Taux d'impôt effectif	N/A	N/A	N/A

(1) Au 31 décembre 2012, le groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 3 352K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des quatre prochaines années. Cet impôt imputable tient compte d'une plus value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIRDIRECT.

(2) Au 31 décembre 2011, le groupe a procédé à des activations d'impôt différé complémentaire sur les déficits fiscaux pour un montant de 1 007K€ en impôt différé (soit en Allemagne pour 431K€, en Italie pour 396K€ et en Norvège pour 180K€).

(3) Au 31 décembre 2012, les autres différences sont composés principalement par :

- les provisions internes sur créances rattachées à des participations à caractère financier pour un montant de (2 563)K€ ;
- la CVAE pour un montant de (542)K€.

A la clôture 2012, le groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôt différé de 14 555K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Exercice 2012	Exercice 2011
Allemagne	27%	27%
Belgique	33,99%	33,99%
Burkina Faso	27,5%	27,5%
Espagne	30%	30%
France	33,33%	33,33%
Royaume-Uni	24%	28%
Guinée	35%	35%
Irlande	12,5%	12,5%
Italie	31,4%	31,4%
Luxembourg	26%	25,5%
Maroc	30%	30%

Pays	Exercice 2012	Exercice 2011
Norvège	28%	28%
Pologne	19%	19%
Portugal	25%	25%
République Tchèque	19%	19%
Roumanie	16%	16%
Sénégal	25%	25%
Suède	26,3%	26,3%
Gabon	35%	35%
Arabie Saoudite	20%	20%
Cameroun	38,5%	38,5%

5.10. Résultat par action

5.10.1 Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues).

Le même calcul est réalisé pour les parts de fondateurs.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires : 75%	(1 835)	(1 052)
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs : 25%	(612)	(350)
Résultat net de l'ensemble consolidé – part groupe	(2 447)	(1 402)

	Exercice 2012	Exercice 2011
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (en K€)	(1 835)	(1 052)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	152 298	152 298
Résultat de base par action (en €/action)	(12,05)	(6,91)

	Exercice 2012	Exercice 2011
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs (en K€)	(612)	(350)
Nombre moyen pondéré de parts de fondateurs	29 473	29 473
Résultat de base par part de fondateurs (en €/part)	(20,76)	(11,88)

5.10.2 Résultat dilué

Depuis le 31 décembre 2010, il n'existe plus d'instruments potentiellement dilutifs.

Ainsi, le résultat par action calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives est identique au résultat de base.

5.10.3 Mouvements depuis la clôture

Il n'est pas intervenu depuis la clôture d'opérations affectant le nombre d'actions.

5.10.4 Résultat par action des activités poursuivies

	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultat des activités poursuivies (en K€)	(3 420)	829
Résultat par action	(16,84)	4,08
Résultat par part de fondateur	(29 ,01)	7,03
Résultat dilué par action	(16,84)	4,08
Résultat dilué par part de fondateur	(29 ,01)	7,03

	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultat des activités poursuivies (en K€) Part du groupe	(3 705)	194
Résultat par action	(18,24)	0,97
Résultat par part de fondateur	(31,43)	1,67
Résultat dilué par action	(18,24)	0,97
Résultat dilué par part de fondateur	(31,43)	1,67

5.10.5 Résultat par action des activités abandonnées

	Exercice 2012	Exercice 2011
Résultat des activités abandonnées (en K€)	1 183	(1 706)
Résultat par action	5,83	(8,40)
Résultat par part de fondateur	10,03	(14,47)
Résultat dilué par action	5,83	(8,40)
Résultat dilué par part de fondateur	10,03	(14,47)

6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Au 1^{er} janvier		
Valeur brute	33 382	23 335
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	31 439	21 392
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre (1)	6	9 049
Ecart de conversion	253	998
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
Au 31 décembre		
Valeur brute	33 642	33 382
Pertes de valeur cumulées (2)	(1 944)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	31 698	31 439

(1) La variation des écarts d'acquisition de l'exercice 2011 est due à l'achat par EPC d'une participation complémentaire dans Modern Chemical Services dont le groupe détient 40% et à la prise de contrôle à 100 % de la société Explosive Varor

Pour information les écarts d'acquisition se répartissent de la manière suivante par UGT :

<i>En milliers d'euros</i>	Ecart d'acquisition testé 2012	Ecart d'acquisition testé 2011
Démolition	2 715	2 715
Europe du Sud (Explosifs et Forage Minage)	6 622	6 622
Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)	10 040	9 690
Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)	1 781	1 699
Afrique et Moyen Orient (Explosifs et Forage Minage)	10 540	10 713
Total	31 698	31 439

Tests de perte de valeur – méthodologie

Le Groupe a adopté à compter de l'exercice 2008 la méthode recommandée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), c'est-à-dire la méthode d'évaluation par les flux de trésorerie actualisés, en considérant comme taux d'actualisation le coût moyen pondéré des capitaux propres (WACC).

Les taux d'actualisation appliqués par UGT sont les suivants :

UGT	WACC Après Impôts	Taux d'actualisation d'équilibre
Europe Sud-Ouest (Explosifs et Forage Minage)	9,63 %	9,89 %
Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)	9,29 %	12,81 %
Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)	10,15 %	11,27 %
Afrique et Moyen-Orient	12,21 %	14,82 %
Démolition	8,80 %	12,99 %

La valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité au 31 décembre 2012.

Il en ressort que les valeurs d'utilité calculées dépassent la valeur comptable de chaque groupe d'actif. Pour information, le Taux d'actualisation à partir duquel une dépréciation aurait dû être constatée figure dans la colonne « Taux d'actualisation d'équilibre ».

Les valeurs d'utilité correspondent à la somme des flux futurs de trésorerie disponibles actualisés, déterminés sur la base d'un plan d'affaires à horizon cinq ans pour chacune des UGT ; ce plan d'affaires reflétant la connaissance des marchés et les orientations de développement décidées par la Direction du groupe.

Le taux d'actualisation appliqué par UGT intègre :

- la prime de risque général (marché actions France) retenue pour les tests 2012 est déterminée sur la base d'une moyenne des primes de risques utilisées par les brokers dans leurs notes sur les valeurs du CAC 40 en date de décembre 2012
- le risque spécifique lié à l'activité concernée par l'UGT (coefficient bêta du secteur explosif/forage minage et Démolition)
- le risque spécifique à la zone géographique constituant l'UGT obtenu en pondérant les primes de risque de chaque pays par la valeur des actifs corporels et incorporels attachés à chacun des pays constituant l'UGT
- la prime de risque "corporate" liée à la taille du groupe

Sur la durée des business plan (2013-2017) le taux moyen de croissance de l'activité sur les UGT européenne s'élève à 3%. La somme des EBIT sur les UGT Européennes intègre l'impact du plan de 4M€ d'économie engagé et une restauration de la rentabilité conduisant à un doublement de l'EBIT sur la période (2013-2017). La valeur d'utilité intègre une valeur terminale obtenue par projection et actualisation à l'infini du dernier flux de l'horizon explicite en tenant compte d'un taux de croissance de 2% à 4% suivant les UGT (contre 1,6 à 4% en 2011). Ce taux reflète le potentiel estimé de chaque marché sur le long terme.

La valeur terminale intègre pour partie la valorisation des déficits fiscaux.

Analyse de la sensibilité sur les risques de dépréciation

Le Groupe a effectué des analyses de sensibilité de la valeur d'utilité pour chacune des UGT. Les hypothèses clés sont principalement le taux d'actualisation utilisé et le taux de croissance à l'infini et le l'EBIT sur la durée du BP et à l'infini.

UGT	Ecart entre la valeur d'utilité et la valeur nette comptable du Goodwill		
	Augmentation du taux d'actualisation de 1 point	Baisse de 10% de l'EBIT sur la durée du BP et à l'infini	Baisse du taux de croissance à l'infini (1)
Europe Sud-Ouest (Explosifs et Forage Minage)	(3 431)	(2 805)	518
Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)	11 854	12 685	16 465
Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)	159	418	1 318
Démolition	4 703	5 060	6 249
Afrique et Moyen-Orient	9 047	9 715	12 522
Total	22 331	25 072	37 072

- (1) Baisse du taux de croissance à l'infini de 0,5 point pour l'ensemble des UGT à l'exception de l'UGT Afrique et Moyen-Orient qui est de 1 point

6.2. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2012 et 2011.

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développe ment	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2011					
Valeurs brutes	1 299	714	37	786	2 836
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 188)	(430)		(752)	(2 370)
Valeur nette au 31 décembre 2011	111	284	37	34	466
Variations de l'exercice					
Acquisitions	30			497	527
Variations de périmètre				-	-
Cession	-	-		-	-
Ecart de conversion	(1)			2	1
Amortissements et dépréciations	(56)	(129)		(22)	(207)
Autres mouvements				-	-
Valeur nette au 31 décembre 2012	84	155	37	511	787
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	1 316	714	37	1 290	3 357
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 232)	(559)		(779)	(2 570)
Valeur nette au 31 décembre 2012	84	155	37	511	787

6.3. Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2011					
Valeurs brutes	54 975	124 113	37 253	4 751	221 092
Amortissements cumulés et dépréciations	(21 948)	(84 873)	(27 565)	(526)	(134 912)
Perte de valeur (2)		(152)			(152)
Valeur nette au 31 décembre 2011	33 027	39 088	9 688	4 225	86 028
Variations de l'exercice					
Acquisitions	2 110	9 613	2 236	4 838	18 797
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Cession	(11)	(1 411)	(147)	-	(1 569)
Ecart de conversion	82	521	90	(30)	663
Amortissements et dépréciations	(1 065)	(9 498)	(2 839)	-	(13 402)
Autres mouvements	379	2 007	531	(2 843)	74
Valeur nette au 31 décembre 2012	34 522	40 320	9 559	6 190	90 591
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	57 556	131 143	38 641	6 717	234 057
Amortissements cumulés et dépréciations	(23 034)	(90 690)	(29 082)	(527)	(143 333)
Perte de valeur (2)		(133)			(133)
Valeur nette au 31 décembre 2012	34 522	40 320	9 559	6 190	90 591

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Concerne BFMS

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Constructions		
Valeur brute	130	147
Amortissements et dépréciations cumulés	(71)	(70)
Valeur nette comptable	59	77
ITMO		
Valeur brute	21 890	17 275
Amortissements et dépréciations cumulés	(12 605)	(10 811)
Valeur nette comptable	9 285	6 464
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	5 763	5 572
Amortissements et dépréciations cumulés	(4 205)	(3 674)
Valeur nette comptable	1 558	1 898

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	527	51
Acquisitions d'immobilisations corporelles	18 797	11 746
	19 324	11 797
Elimination des acquisitions d'immo. en contrats de location	(6 076)	(1 741)
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	(133)	(68)
	(6 209)	(1 809)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	13 115	9 988

6.4. Participation dans les entreprises associées

Au 31 décembre 2012, comme au 31 décembre 2011, le Groupe détient des participations dans deux entreprises associées : Arabian Explosives et Croda EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur à l'ouverture de l'exercice	4 228	3 982
Quote-part du résultat	1 847	1 663
Ecart de conversion	(199)	209
Dividendes	(1 548)	(1 626)
Variation de périmètre	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	4 328	4 228

Réconciliation des « dividendes reçus » des notes 5.8 et 6.4 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	140	-
Dividendes distribués par les entreprises associées	1 548	1 626
Variation des créances sur dividendes à recevoir	-	22
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	1 688	1 648

6.5. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans six co-entreprises : Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Actifs courants	8 418	6 000
Actifs non courants	6 696	5 656
Actifs	15 114	11 656
Passifs courants	3 443	1 732
Passifs non courants	6 164	3 300
Passifs	9 607	5 032
Actif net	5 507	6 624
Produit des activités ordinaires	10 252	8 778
Charges	(11 019)	(8 930)
Résultat net	(767)	(152)

6.6. Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Titres de participation	1 819	1 481
Provisions sur titres de participation	(720)	(719)
Valeur nette des titres de participation	1 099	762
Créances rattachées à des participations (1)	2 755	3
Prêts non courants	242	77
Divers	218	251
Autres actifs financiers – valeur brute	3 215	331
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	3 215	331
Total autres actifs financiers non courants	4 314	1 093

(1) Les créances rattachés à des participations sont liées aux avances de trésorerie effectuées à Modern Chemical Services pour un 2 755K€

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Exchem Explosives Ltd	142	142
Townend farm partnership	115	115
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
ESMAC	332	
HG Sud-West Spreng GmbH	49	
Autres participations	312	356
Valeur nette des titres de participation	1 099	762

Instruments financier dérivés

Au cours de l'exercice 2012, le groupe EPC n'a pas souscrit à de nouveaux instruments financiers dérivés destinés à convertir des prêts à taux variable en taux fixe.

6.7. Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2011					
Valeurs brutes	9 637	1 004	5 300	14 138	30 079
Provisions cumulées	(363)	-	(237)	(150)	(750)
Valeur nette au 31 décembre 2011	9 274	1 004	5 063	13 988	29 329
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	556	219	202	915	1 892
Dotations nettes aux provisions	(161)		(330)	(162)	(653)
Variations de périmètre	-		-	-	-
Ecart de conversion	75	25	11	152	263
Autres mouvements	1		59	(275)	(215)
Valeur nette au 31 décembre 2012	9 745	1 248	5 005	14 618	30 616
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	10 269	1 248	5 576	14 930	32 024
Provisions cumulées	(524)	-	(572)	(312)	(1 408)
Valeur nette au 31 décembre 2012	9 745	1 248	5 005	14 618	30 616

6.8. Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Avances et acomptes	1 329	1 934
Créances clients	89 411	96 995
Autres créances (2)	6 607	1 228
Créances fiscales – hors IS	4 584	4 397
Comptes courants (1)	14 488	15 150
Dividendes à recevoir	4	4
Autres montants	688	809
Total des créances brutes	117 111	120 517
Dépréciation clients et comptes rattachés	(7 745)	(6 635)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 509)	(14 509)
Autres dépréciations	-	(197)
Total des dépréciations	(22 254)	(21 341)
Total des clients et autres débiteurs	94 857	99 176

(1) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

(2) Les autres créances incluent 4 448K€ de créances cédées au factor non mobilisées.

Suivi des créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur brute au bilan	89 411	96 995
Dont actifs non échus et non dépréciés à la date de clôture	45 783	53 805
Dont actifs échus et impayés mais non dépréciés à la date de clôture	35 883	36 555
* échu depuis 3 mois au plus	16 063	22 742
* échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois	7 483	4 990
* échu depuis plus de 6 mois	12 337	8 823
Dont actifs dépréciés	7 745	6 635

6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
VMP – Equivalents de trésorerie	2 961	4 097
Disponibilités (1)	16 019	20 585
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	18 980	24 682
Découverts bancaires	(3 177)	(11 831)
Total trésorerie nette	15 803	12 851
Trésorerie reclassée en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-
Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	15 803	12 851

(1) Les disponibilités incluent 2 417K€ nantis chez EPCapRé.

Le groupe dispose en plus des lignes disponibles dans les filiales, auxquels il faut rajouter 4 448k€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (factor) mais non mobilisées au 31 décembre 2012.

6.10. Capital

6.10.1. Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en K€)
Au 31 décembre 2012	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2011	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent

un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

6.10.2. Dividendes par action

Pour l'exercice 2011, EPC S.A. a versé un dividende de 415K€.

6.11. Dettes financières

Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2011	Augmentation	Diminution	Reclassement (2)	Autres (1)	Exercice 2012
Emprunt obligataire		3 897				3 897
Emprunts bancaires	22 130	5 179	(1 833)	(8 229)	(6 841)	10 406
Instruments financiers (3)	448				57	505
Dettes sur location financement	4 961	5 188	(2 509)	-	(1 060)	6 580
Total dettes financières non courantes	27 539	14 264	(4 342)	(8 229)	(7 844)	21 388

Dettes financières courantes

Emprunts bancaires	12 411	2 248	(7 052)	8 229	6 938	22 774
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	6 582	4 836	-	-	-	11 418
Mobilisation de créances	5 551	2 544		-	-	8 095
Autres emprunts et dettes assimilées	687	283	(223)	-	36	783
Dettes sur location financement	2 593	900	(1 334)	-	1 292	3 451
Intérêts courus sur emprunt	95	213	(90)	-	(5)	213
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	27 919	11 024	(8 699)	8 229	8 261	46 734
Découverts bancaires	11 831	-	(8 858)	-	204	3 177
Total dettes financières courantes	39 750	11 024	(17 557)	8 229	8 465	49 911

(1) Dont échéances d'emprunt devenant à moins d'un an pour 6.7 M€.

(2) Les emprunts moyen et long terme ayant fait l'objet d'un refinancement en février 2013 (voir événements postérieurs à la clôture) ont été reclassés de dettes non courantes en dettes courantes.

(3) Deux swaps de taux d'un montant respectif de 5,8 et 7 M € ont été mis en place chez EPC SA en 2011 à échéance du 31/12/2015 et du 29/06/2017 en couverture des emprunts auprès du LCL et de BNP Paribas afin de fixer les taux variables de ces 2 emprunts. La juste de valeur de ces instruments de couverture de taux est enregistré en contrepartie des réserves pour un montant de (336) K euros (nette d'impôt) au 31/12/2012. Le compte de résultat n'est pas impacté du fait de l'efficacité parfaite de ces instruments.

A titre d'information, si le refinancement intervenu en février 2013 avait été pris en compte, le tableau d'endettement se serait présenté comme suit :

Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012 publié	<i>Refinancement Augmentation</i>	<i>Refinancement Diminution</i>	Exercice 2012 avec impact du refinancement du 26/02/2013
Emprunt obligataire	3 897			3 897
Emprunts bancaires	10 406	27 000		37 406
Instruments financiers	505			505
Dettes sur location financement	6 580			6 580
Total dettes financières non courantes	21 388	27 000	-	48 388

Dettes financières courantes

Emprunts bancaires	22 774	3 000	(19 512)	6 262
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	11 418		(8 086)	3 332
Mobilisation de créances	8 095			8 095
Autres emprunts et dettes assimilées	783			783
Dettes sur location financement	3 451			3 451
Intérêts courus sur emprunt	213			213
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	46 734	3 000	(27 598)	22 136
Découverts bancaires	3 177		(2 402)	775
Total dettes financières courantes	49 911	3 000	(30 000)	22 911
<i>Total Refinancement</i>		<i>30 000</i>	<i>(30 000)</i>	<i>-</i>

La dette refinancée en février 2013 est soumise à ratios annuels. Les valeurs à atteindre au 31/12/2012 sont définies comme suit:

Dettes financières nettes sur EBITdA retraité : < 2.70
Dettes brutes / fonds propres : < 0.75

Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Augmentation des dettes financières non courantes	14 264	7 340
Augmentation des dettes financières courantes	11 024	5 660
Retraitement de la variation des intérêts courus	(213)	(70)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	(6 089)	(1 753)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	18 986	11 177
Diminution des dettes financières non courantes	(4 342)	(3 307)
Diminution des dettes financières courantes	(8 699)	(17 892)
Retraitement de la variation des intérêts courus	90	75
Correction de la variation des dettes financières suite abandon de créance	-	-
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(12 951)	(21 124)

Engagements relatifs aux contrats de location financement non résiliables

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Moins d'1 an	3 451	2 593
De 1 à 5 ans	6 580	4 961
Plus de 5 ans	-	-
Capital restant dû	10 031	7 554

Echéancier des dettes financières non courantes et instruments financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires	Dettes sur location financement	Total	Rappel exercice 2011
Entre 1 et 2 ans	5 416	2 661	8 077	11 779
Entre 2 et 3 ans	2 134	2 318	4 452	6 365
Entre 3 et 4 ans	1 666	1 204	2 870	4 711
Entre 4 et 5 ans	1 133	348	1 481	2 556
Plus de 5 ans	4 459	49	4 508	2 128
Total	14 808	6 580	21 388	27 539

6.12. Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Avantages au personnel	Autres	Total
Au 31 décembre 2011 Publié	4 321	3 055	1 907	9 283
Enregistré au compte de résultat	(587)	(385)	(584)	(1 556)
Enregistré en capitaux propres	-	867	17	884
Variations de périmètre	-	11	(15)	(4)
Différences de change	40	50	(25)	65
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2012	3 774	3 598	1 300	8 672

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Impôts différés actifs	10 062	10 371
Impôts différés passifs	(1 390)	(1 088)
Impôts différés nets	8 672	9 283

Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	(1 556)	(46)
Impôt reclassé sur activités abandonnées	45	(124)
Impôts différés au compte de résultat	(1 511)	(170)

6.13. Provisions pour avantages aux salariés

6.13.1. Indemnités de fin de carrière

Ce régime concerne le personnel des sociétés françaises, à l'exception d'EPC qui a souscrit à un régime à prestations définies. Les calculs ont été effectués en accord avec la réglementation française et le règlement IAS 19.

Les mouvements de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur actuelle de l'obligation au 1^{er} janvier	2 864	2 330
Dépenses reconnues en compte de résultat	261	293
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(236)	241
Variations de périmètre	-	-
Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre	2 889	2 864

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Coût des services rendus au cours de l'exercice	169	179
Coût financier	92	114
Coût des services passés	-	-
Impact sur le résultat opérationnel courant	261	293
Impact en activités abandonnées	-	-
Total des montants enregistrés en résultat	261	293

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2012	Exercice 2011
Taux d'actualisation	3,00%	3,80%
Taux attendus d'augmentation des salaires	1,50%	2,50%
Taux de rotation du personnel :		
20 – 29 ans	10%	10%
30 – 39 ans	5%	5%
40 – 49 ans	3%	3%
50 – 65 ans	1%	1%

6.13.2. Engagements de retraite

Régime à prestations définies

Les sociétés du groupe concernées par un régime à prestations définies sont, outre la société mère EPC, les sociétés anglaises, irlandaises et italiennes.

Pour la société mère EPC, il s'agit d'un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.

Dans les pays anglo-saxon, il s'agit d'un système de fonds de pension.

En Italie, il s'agit du régime des TFR (système de rémunération différée, éligible IAS 19).

Les évaluations des engagements de retraite sont établies par des cabinets spécialisés dans le calcul de ces obligations.

Les montants enregistrés au bilan sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	55 003	47 445
Juste valeur des actifs du régime	(43 617)	(38 683)
Obligations partiellement ou totalement financées par EPC	11 386	8 762
Valeur actuelle des obligations non financées	801	422
Actif de retraite reclassé en actif financier	-	-
Passif net	12 187	9 184

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Coût des services rendus au cours de l'exercice	419	156
Coût financiers	2 373	2 401
Rendement attendu des actifs du régime	(2 290)	(2 311)
Ecart de change	2	-
Total	504	246

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les mouvements enregistrés au bilan du passif (actif) net sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier	9 184	6 386
Dépenses reconnues en compte de résultat	504	246
Cotisations versées	(1 528)	(1 569)
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	3 844	4 218
Prestations servies	-	(104)
Ecart de conversion	183	274
Actif de retraite reclassé en actif financier	-	-
Reclassement Actif financier en passif financier	-	(269)
Autres mouvements	-	-
Variation de périmètres	-	2
Valeur nette comptable au 31 décembre	12 187	9 184

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

Grande Bretagne

	Exercice 2012	Exercice 2011
Taux d'actualisation	4,35%	4,90%
Taux de rendement attendus des actifs du régime	5,60%	5,71%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,55%	2,75%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%

Ventilation des actifs de régime

	Exercice 2012
Actions	59%
Obligations	34%
Immobilier	0%
Autres	7%

Le taux de rentabilité moyen attendu sur les placements est de l'ordre de 5.6% sur l'exercice à venir.

6.14. Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2011	16 367	875	6 723	23 965
Provisions supplémentaires	608		4 180	4 788
Reprises	(3 067)	(875)	(4 853)	(8 795)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	981	-	-	981
Ecart de conversion	189	-	(1)	188
Autres mouvements		-	(5)	(5)
Au 31 décembre 2012	15 078	-	6 044	21 122

(1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Non courant	2 682	2 972
Courant	18 440	20 993
Total	21 122	23 965

6.15. Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Dettes fournisseurs	55 925	56 078
Avances et acomptes reçus sur commandes	376	80
Dettes sociales	9 971	9 728
Dettes fiscales	12 106	11 719
Autres dettes	1 534	2 901
Total	79 912	80 506

6.16. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	Exercice 2012	Exercice 2011
Stocks et en cours	1 240	2 730
Clients et autres débiteurs	(5 130)	(10 800)
Autres actifs long terme	379	(25)
Autres actifs courants	100	(81)
Sous total	(3 411)	(8 176)
Fournisseurs et autres créditeurs	2 926	5 712
Autres passifs long terme	(62)	129
Autres passifs courants	(696)	644
Sous total	2 172	6 485
Besoin en fonds de roulement	1 239	1 691

6.17. Incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	-	649
Investissement en titres consolidés	-	(6 742)
Impact des entrées de périmètre	-	(6 093)
Total des incidences de périmètre	-	(6 093)

Au 31 décembre 2011, la variation de périmètre concerne de la société Modern Chemical Services et la société Explosive Varor

6.18. Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	7 486	6 684
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	7 479	7 085
Autres	-	-
Total des garanties données	14 965	13 769

La ligne Avals et Caution ne concerne que les cautions de marché.

Contrats de location simple – Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

Contrats de location simple – Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

7. Information relative aux parties liées

7.1. Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 66,67% par EJ Barbier qui publie des états financiers.

7.2. Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clef du Groupe EPC est composé des mandataires sociaux de la société EPC S.A. au 31 décembre 2012.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Rémunérations avantages en nature	710	694
Jetons de présence	76	80
Paiement en action	-	-
Total	786	774

Le Président est tenu à une obligation de non concurrence, prévue contractuellement dans le cadre de son activité, susceptible d'être indemnisée à son terme par application des règles en vigueur dans la convention collective de la chimie et dont l'éventuelle mise en œuvre devra respecter les préconisations du code de gouvernement d'entreprise de Middledent

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général, ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

7.4. Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Ces parties liées assurent des prestations de services pour le compte du Groupe pour un montant de 8 322 K€ au cours de l'exercice 2012 contre 8 211 K€ pour l'exercice 2011.

Ces prestations se sont faites à des conditions normales.

Les sommes dues par le Groupe aux parties liées à fin décembre 2012 s'élèvent à 2 905 K€ contre 3 027 K€ à fin 2011.

8. Abandons d'activités

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
BFMS (note 8.1)	299	(114)
Nitrokemfor Services (note 8.2)	(80)	(307)
Océan Indien (note 8.3)	1 052	(1 508)
EEl (note 8.4)	(88)	-
STIPS TI et ses filiales (note 8.5)	-	223
Résultat net des activités abandonnées	1 183	(1 706)
Résultat net des activités abandonnées – Part groupe	1 183	(1 706)
Résultat net des activités abandonnées – Part des minoritaires	-	-

8.1. Arrêt des activités de BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produit des activités ordinaires	-	41
Résultat opérationnel	386	(173)
Produits (charges) financiers, nets	(81)	(22)
Impôt sur les résultats	(6)	81
Résultat net des activités abandonnées	299	(114)

Suite à la décision d'arbitrage rendu en 2013, les provisions enregistrées en 2009 sur BFMS ont été reprises à hauteur de 754 K€ euros.

8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(50)	(255)
Produits (charges) financiers, nets	11	(93)
Impôt sur les résultats	(41)	41
Résultat net des activités abandonnées	(80)	(307)

8.3. Arrêt des activités Océan Indien

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produit des activités ordinaires	2 291	1 922
Résultat opérationnel	1 052	(1 507)
Produits (charges) financiers, nets	-	(1)
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	1 052	(1 508)

Ce résultat fait suite à la résolution favorable de la réclamation présentée sur le chantier Rivière Saint Etienne à La Réunion.

8.4. Arrêt des activités de EEI

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(88)	.
Produits (charges) financiers, nets	-	..
Impôt sur les résultats	-	
Résultat net des activités abandonnées	(88)	

8.5. Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales

Certaines opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, ont été classées en activités abandonnées.

Liquidation judiciaire de STIPS TI :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
STIPS TI et ses filiales	-	-
Opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe	-	223
Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales	-	223

9. Activités destinées à être cédées

Néant

10. Sociétés du groupe

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc. 2012	Déc. 2011
Filiales – Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
EPC France (ex Nitrochimie)	France	100,00	100,00
SOCCAP SAS (2)	France	0,00	100,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS)	France	100,00	100,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	100,00
DEMOSTEN	France	100,00	100,00
A.T.D. SAS	France	100,00	99,97
PRODEMO SAS	France	100,00	100,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS (2)	France	0,00	100,00
KINSITE SA (3)	France	0,00	100,00
EPC MINETEK EUROPE	France	100,00	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	99,75
EPC MINETECH	France	100,00	100,00
EPC ITALIA (ex SEI)	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EPC UK (ex EXCHEM Plc)	Grande Bretagne	91,84	91,82
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd	Grande Bretagne	91,84	91,82
BLASTING SERVICES Ltd	Grande Bretagne	91,84	91,82
MINEXPLO	Grande Bretagne	51,00	51,00
EPC MAROC (ex SCAM)	Maroc	99,97	99,97
MARODYN	Maroc	95,25	95,25
EPC BELGIQUE (ex DYNAMICHAINES)	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI) (1)	Portugal	100,00	100,00
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	100,00	100,00
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA (6)	Espagne	80,00	60,00
EPC ESPANA (ex SILEX)	Espagne	100,00	100,00
EPC Deutschland (ex DEXPLO GmbH)	Allemagne	100,00	100,00
EPC POLSKA (ex EXPLOMINEX)	Pologne	100,00	100,00
EPC Romania (ex Gerominex)	Roumanie	90,30	90,30
EPC Ceska Republika (7)	Rép. Tchèque	99,31	97,46
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SERVICES (1)	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	100,00	100,00
EPC Sverige (ex SKANEXPLO AB)	Suède	100,00	100,00
EPC Norge (ex SKANEXPLO AS)	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES (1)	Burkina Faso	100,00	100,00

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc. 2012	Déc. 2011
EPC CAMEROUN	Cameroun	100,00	100,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES (CGPC)	Guinée	99,99	99,99
CORSE EXPANSIFS	France	73,24	73,24
NITRATES ET INNOVATION	France	100,00	100,00
EPC SENEGAL (4)	Sénégal	0,00	100,00
EPC GABON	Gabon	100,00	100,00
EPC COTE D'IVOIRE (5)	Côte d'ivoire	100,00	0,00
SONOUVEX	France	100,00	100,00
EXPLOSIVA VAROR	Suède	100,00	100,00

Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	39,18	39,18

Coentreprises – Intégration proportionnelle

SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	50,00	50,00
EXOR	Grande Bretagne	45,92	45,91
NITROKEMINE	Guinée	50,00	50,00
KEMEK	Irlande	50,00	50,00
KEMEK US Limited	Irlande	50,00	50,00
MCS	Arabie Saoudite	40,00	40,00

Entreprises non consolidées

SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	28,11	28,11
SCI DE LA PAIX (société liquidée en 2012)	France	00,00	25,00
SILEX SEGURIDAD	Espagne	99,97	99,97
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	30,00	30,00
CALEXPLO	Nvle Calédonie	51,00	51,00
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	95,00	95,00

- (1) Ces sociétés sont présentées en activités abandonnées
- (2) Ces sociétés ont été absorbées par EPC SA au cours du 1^{er} semestre 2012
- (3) Cette société a été absorbée par EPC NC au cours du 1^{er} semestre 2012
- (4) Cette société a été absorbée par NITROKEMFOR SENEGAL au cours du 2^{ème} semestre 2012
- (5) Cette société a été créée par EPC SA pour 70% et SOCIETE MINE AFRIQUE pour 30% au cours du 2^{ème} semestre
- (6) Cette société a procédé au rachat des minoritaires au cours du 2^{ème} semestre
- (7) Cette société a procédé à une recapitalisation au cours du 2^{ème} semestre

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	47	17	30	50	20	30
Intégration proportionnelle	6	1	5	6	1	5
Mise en équivalence	2	-	2	2	-	2
Total des sociétés consolidées	55	18	37	58	21	37

11. Honoraires des Commissaires aux Comptes

<i>En milliers d'euros</i>	PWC		ACE	
	Montant (HT)		Montant (HT)	
	2012	2011	2012	2011
AUDIT				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- EPC	190	169	93	87
- Filiales consolidées	573	489	84	86
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au compte				
- EPC	-	4	-	3
- Filiales consolidées	-	54	-	-
Sous-total Audit	763	716	177	176
AUTRES PRESTATIONS				
- Juridique, fiscal et social			-	-
- Autres			-	-
Sous-total autres prestations			-	-
TOTAL	763	716	177	176

12. Événements post clôture

12.1. Mise en place de nouveaux financements Moyen-Terme

EPC a initié il y a quelques mois une consultation auprès de ses partenaires bancaires en vue de mettre en place un refinancement de ses dettes court et moyen terme, tout en mettant en place une enveloppe de Capex pour financer les développements futurs du groupe tant par croissance externe qu'à travers des projets endogènes. Les principaux partenaires bancaires d'EPC (Société Générale, BNP Paribas et LCL) ont tous répondu présents et ont accepté de participer à cette importante opération où BNP Paribas exerce le rôle d'arrangeur. L'ensemble de la documentation qui porte sur

une ligne totale de 38 millions d'euros sur 5 ans a été signée le 26 février 2013. Les conditions préalables ayant été intégralement levées le même jour, ce contrat est aujourd'hui en vigueur.

12.2. Décision arbitrale en faveur du groupe EPC dans le litige Etruscan

Suite aux audiences qui se sont tenues en 2012, le 17 janvier 2013, l'arbitre nommé par les parties a rendu sa décision dans le litige qui opposait BFMS (filiale d'EPC) à BMC (filiale du groupe Etruscan) au sujet de la résiliation anticipée du contrat d'exploitation de la mine de Youga au Burkina-Faso.

Cette décision enjoint BMC à verser à BFMS la somme de 3,9 Millions de dollars américains. La contre-réclamation présentée par BMC a été rejetée.

Conformément aux instructions de l'arbitre, les fonds correspondants ont été transférés par BMC à BFMS (groupe EPC) dans les délais impartis.

12.3. Engagement de nouveaux processus de fusion

Trois filiales britanniques du groupe, EDSSL, EPC UK et EPC UK Blasting Services ont fusionné au 1er janvier 2013. Cette opération a été réalisée dans le but d'alléger les frais de structure.

Une consultation a été engagée avec les partenaires sociaux d'EPC France et d'ALPHAROC en vue de fusionner et réorganiser l'activité de ces deux entités présentes sur le marché Français. Les représentants du personnel ont été informés du fait que cette fusion aurait un impact sur l'emploi et donnerait vraisemblablement lieu à un PSE.

12.4. Signature d'un important contrat chez KEMEK USA

KEMEK USA a remporté un contrat de fourniture d'explosifs et de prestations de minage associées sur une très importante carrière dans l'Etat de New-York pour un nouveau client majeur.

12.5. EPC Cote d'ivoire

Les premières autorisations et licences d'exploitation ont été obtenues par EPC COTE D'IVOIRE auprès des autorités compétentes. Le projet peut donc entrer en phase active conformément au plan de développement prévu.

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

Aux Actionnaires
Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques
61 rue de Galilee
75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 relative notamment au suivi de l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire de Stips TI.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 4.12 de l'annexe expose, en particulier, les règles et méthodes comptables suivies par votre société en matière de dépréciation des titres de participation. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes. Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, telles que décrites dans l'annexe, pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur, la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ACE Audit

Hubert Toth

François Shoukry

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

Aux Actionnaires

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

61 rue de Galilee
75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2.3 relative notamment au suivi de l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire de Stips TI ;
- l'analyse de sensibilité en matière de risque de dépréciation des écarts d'acquisition présentée à la note 6.1 pour l'application de la note 3.3.2 relative aux tests de perte de valeur des actifs ;
- la note 3.1.4 qui expose le changement de méthode comptable relatif au reclassement de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE) en impôts sur les bénéfices.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le Groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.3.2 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.3.2 et 6.1 donnent une information appropriée. Comme précisé dans la note 3.3.1, le Groupe est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses pour préparer ses états financiers et il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations notamment dans un contexte de volatilité économique et financière.
- Les notes 3.3.23 et 6.13 précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraites et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires indépendants. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes afférentes aux états financiers fournissent une information appropriée.
- Le Groupe a comptabilisé des provisions couvrant les risques environnementaux selon les modalités décrites dans les notes 3.3.10, 3.3.11 et 6.14 aux comptes consolidés. Sur la base des informations disponibles, nos travaux ont consisté à analyser les processus mis en place par la Direction pour identifier, classer et évaluer les risques environnementaux, à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues et à vérifier que les notes afférentes aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris, le 30 avril 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ACE Audit

Hubert Toth

François Shoukry

**SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS
ET DE PRODUITS CHIMIQUES**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012**

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris
France

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012**

Aux Actionnaires
Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques
61 rue Galilée
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec la Société EPC Belgique (anciennement DYNAMICHAINES) :

Administrateurs concernés : Monsieur Paul de BRANCION et Monsieur Olivier OBST

Deux prêts ont été consentis en 2004 pour un montant de 450 000 € à échéance du 31 décembre 2009, et en 2005 pour un montant de 140 000 € à échéance du 15 mai 2011, rémunérés au taux EURIBOR à six mois majoré de 1 %.

Le solde à la clôture de ces deux prêts ressort à 110 000 €, et les intérêts de l'exercice 2012 se sont élevés à 2 204,11 €.

Ces opérations ont été autorisées par les Conseils d'Administration des 6 avril 2004 et 20 avril 2005.

2. Avec la Société D.G.O. M³ :

Administrateurs concernés : Monsieur Paul de BRANCION et Monsieur Olivier OBST

Deux prêts ont été consentis en 2004 pour un montant de 600 000 € à échéance du 31 décembre 2009, et en 2005 pour un montant de 400 000 € à échéance du 15 mai 2011, rémunérés au taux EURIBOR à six mois majoré de 1 %.

Le solde à la clôture de ces deux prêts ressort à 90 000 € et les intérêts de l'exercice 2012 se sont élevés à 2 374,22 €.

Ces opérations ont été autorisées par les Conseils d'Administration des 6 avril 2004 et 20 avril 2005.

3. Avec l'indivision Succession de M. Jacques CHATEL de BRANCION :

Administrateurs concernés : Monsieur Paul de BRANCION, Madame Jacqueline DUTHEIL de la ROCHERE et Madame Elisabeth LABROILLE

Intérêts bruts du compte courant du 24 février au 31 décembre 2012 : 4 701,18 €

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

1. Régime de retraite collective à prestations définies :

Un régime de retraite complémentaire relevant des dispositions de l'article 39 du Code Général des Impôts a été mis en place en 2006.

Cette opération a été autorisée par les Conseils d'Administration des 27 avril, 15 mai et 21 juin 2006.

2. Convention d'interdiction de concurrence à laquelle sont soumis des mandataires sociaux :

La société a mis en place au sein de son groupe une convention d'interdiction de concurrence à laquelle sont soumis certains cadres dirigeants, eu égard à leur expérience professionnelle et à leur position hiérarchique dans la société, au nombre restreint d'entreprises opérant en Europe dans les domaines d'activité de la société et du groupe ainsi qu'au caractère sensible de certaines des productions des sociétés du groupe pour le compte ou dans l'intérêt desquelles ils agissent.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 11 octobre 2007.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ACE AUDIT

Hubert Toth
Associé

François Shoukry
Associé



Attestation du rapport financier annuel 2012

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Le Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand